

Propriétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 3 MAI 1976

N° 175 1,50 F

Belgique 15 F

Commission paritaire n° 56 942

ITALIE
Elections anticipées
VERS LE COMPROMIS HISTORIQUE ?

voir p.8

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

23 travailleurs menacés de licenciement

REFUSER TOUT LICENCIEMENT

Mercredi, dix jours après la reprise du boulot, la direction annonçait une liste de 23 licenciements dont 7 délégués. Sur ces 23 personnes : 5 sont de la CGT, 17 de la CFDT et 1 non syndiqué, dont plusieurs membres actifs du Comité de grève. Aujourd'hui, cette mesure de répression révolte de nombreuses femmes de la B-E. Pendant la grève, il y avait encore de nombreuses illusions sur une éventuelle riposte de la direction suite à la grève : «Ils n'iront pas jusque là ! On ne peut pas nous licencier pour

avoir fait grève, c'est un droit».

Or ce qu'on peut voir aujourd'hui, dans presque toutes les luttes, c'est une répression accrue visant à briser la combativité, à casser le mouvement syndical... Plus généralement, en France, la politique du gouvernement est bien de réprimer les travailleurs qui n'ont plus aucune confiance dans la politique giscardienne et ripostent de plus en plus à la politique de crise.

suite p.4

1^{er} mai à Paris, plus de 150 000 à la manifestation syndicale

IMPORTANTE MOBILISATION POPULAIRE



Cette année, la manifestation syndicale du 1^{er} mai se déroulait dans un contexte marqué par la montée des luttes populaires. Sentant la volonté des travailleurs de faire payer la crise à la bourgeoisie, d'engager la lutte sans attendre, les Confédérations syndicales avaient, depuis plusieurs semaines, annoncé leur intention de faire de cette journée une grande démonstration. Sans lendemain, bien sûr... si

ce n'est deux nouvelles journées d'action, les 6 et 13 mai ! Pourtant, la montée de la combativité ouvrière s'est retrouvée dans la manifestation : plus nombreuse que l'année dernière, les premiers rangs partant de la place de la Bastille vers 15 h 30, alors que la dispersion finale ne se faisait à l'Opéra que vers 20 h 30.

suite p.5

1^{er} MAI À PARIS le matin à Oberkampf

VIF SUCCÈS DE LA MANIFESTATION

APPELÉE

PAR LE PARTI COMMUNISTE

RÉVOLUTIONNAIRE ml voir p.6



SOMMAIRE

- Suite de notre enquête : où en est le mouvement viticole ? p. 2
- 7 000 jeunes à la fête de «Rebels» p. 9
- Bourgogne-Electronique : tirer les leçons de la lutte p. 10
- Vive la dictature du prolétariat, vive la France socialiste p. 12

ESPAGNE, 1^{er} MAI
Malgré un quadrillage policier sans précédent

LE PEUPLE A TENU LA RUE

Le premier mai en Espagne a été cette année un grand premier mai. Ce jour a permis, malgré tous les obstacles, de faire converger en un seul courant, à travers toute l'Espagne, les puissantes luttes de ces derniers mois, jusqu'alors encore un peu dispersées.

Pour ce premier mai, l'appareil de répression fasciste s'était surpassé. Jamais, au dire de tous les témoins, on n'avait à ce point, vu le ban et l'arrière-ban de toutes les polices rassemblés à ce point pour imposer silence au peuple. Peine perdue : la mobilisation des masses aura été à l'échelle de la riposte nécessaire. Et ceci dans des conditions où les partis réformistes adoptaient une attitude ouverte de passivité, tandis que le P«C»E refusait d'appeler à des manifestations de rue. Aussi, ce sont les révolutionnaires qui se sont portés à la tête des masses, seuls à appeler nettement à cette journée de lutte.

suite p.7

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (14)**

LA VIE DES VITICULTEURS COOPÉRATEURS DÉPEND DE LA COOPÉRATIVE

Depuis les années 1930, la coopération, nous l'avons vu, a connu une indiscutable progression : aujourd'hui, environ 60% des vins méridionaux passent par elle. Les caves coopératives ont ainsi permis à la grande masse des petits viticulteurs de « rester au pays ». En 1976, sans elles, seuls les gros propriétaires se partageraient les terres du Languedoc-Roussillon. Mais ce maintien de l'exploitation familiale ou employant un salarié, n'enlève rien au fait qu'aucune solution viable pour les petits viticulteurs ne peut être trouvée sous le régime capitaliste, comme nous le montrons dans ce qui suit.



UNE DIVISION DES TACHES QUI SE PAIE

Comme nous l'avons vu dans le QdP de mercredi, la coopérative viticole a permis de « libérer » le viticulteur du temps nécessaire à la vinification, à la surveillance et à la commercialisation du vin. Ce gain de temps ne permet pas de se consacrer plus aux loisirs et au repos, mais à s'occuper exclusivement du travail de la vigne : la pénétration du capitalisme à la campagne oblige chaque viticulteur à travailler une surface toujours plus grande sans qu'il en soit le propriétaire (fermage et métayage). Le souci de commercialisation individuelle lui est enlevé pour qu'il ne devienne qu'un producteur de raisin, de matière première, et non pas de vins.

«Cave particulière ou coopérative pour nous, ça n'a pas apporté plus de loisirs, le travail reste toujours aussi important

et même plus» me résument deux viticulteurs qui ont adhéré à la coopérative depuis 8 ans seulement, «le plus important, c'est la tranquillité que ça nous a apportée, sur le plan de la vinification mais, ça se paie». En disant cela, les viticulteurs pensent aux coûts financiers du fonctionnement d'une cave coopérative, aux parts pour y adhérer (plus de 60F par hecto pour certaines payables en 10 ou 15 ans). Mais ce n'est là que la partie la plus sensible du coût.

QUI CONTROLE LE PRODUIT ?

En fait, il y a une véritable division des tâches entre les viticulteurs qui produisent et les responsables du Conseil d'administration de la coopérative qui commercialisent en étant constamment soumis aux exigences du négoce. Ceci pour une très grande majorité des caves. En théorie, les Con-

seils d'Administration doivent rendre compte de leur travail à l'AG annuelle, notamment pour remplacer le tiers du Conseil et pour fixer le montant de la ristourne restant à rembourser à chaque coopérateur en plus des acomptes mensuels. En pratique, la tendance qui se développe rend les AG de plus en plus formelles, elles ratifient dans la plupart des cas les décisions du CA qui devient le seul vrai gestionnaire ; le président de la cave prend aussi une notoriété plus grande et tend à éclipser le CA qui devient alors un organe de Conseil. Si dans les AG annuelles, un coopérateur = une voix, cette pseudo-démocratie semble disparaître lorsqu'on regarde de plus près la composition des CA : les grosses et moyennes propriétés y sont sur-représentées.

DES GESTIONNAIRES DES ORIENTATIONS CAPITALISTES

Le développement du capitalisme, après avoir enlevé le contrôle de la destination du produit de la vigne (dans la majorité des coopératives) des mains des petits viticulteurs, tend à faire des administrateurs et des présidents de cave, des gestionnaires des orientations dictées par la logique capitaliste : qu'ils le veuillent ou non aujourd'hui, ils doivent accepter d'investir des sommes considérables pour moderniser leurs installations.

Par exemple, si les coopérateurs, qui exigent à juste titre une rémunération correcte du produit de leur travail, ne produisent que du vin rouge de consommation courante, le négoce en profitera pour ne leur payer qu'à bas prix. «Trop de viticulteurs ne regardent que le montant de leurs acomptes et ne se soucient pas des difficultés des gérants, ils agissent comme des fonctionnaires» se plaignent les responsables. Quoi d'é-

tonnant à cela ? La coopérative viticole capitaliste ne peut être qu'à l'image de toutes sociétés in-

petits viticulteurs, à défendre l'intérêt de la coopérative parce qu'ils ont de meilleures connaissances

LES CAVES COOPÉRATIVES DE PLUS EN PLUS HAPPÉES PAR L'ENGRENAGE CAPITALISTE

L'engrenage dans lequel, depuis sa naissance, est pris le mouvement coopératif viticole languedocien est une nouvelle fois illustré par l'AG des caves coopératives de l'Aude tenue le lundi 26 avril.

Un des principaux points de l'ordre du jour de cette assemblée était la question de la participation à l'Office du Vin du gouvernement. La position du président Verdale : «L'Office qui nous est proposé ne répond pas à notre attente mais face à une opinion publique française qui ne comprend pas, il aurait été mal accueilli que nous ne participions pas à l'Office que l'on nous propose, d'une part et, d'autre part je crois qu'il faut y aller pour essayer de le rendre opérationnel et pour qu'il réponde à nos aspirations. Et si dans un délai d'un an, ça ne marche pas, eh bien, nous partirons en claquant la porte !». Et Vialade, un des leaders les plus durs des Comités d'Action Viticoles de l'Aude, président de la cave coopérative de Ribaute, apporte son soutien mais en précisant «l'Office du vin que l'on nous propose ne garantit rien. Mais peut-être, effectivement faut-il y aller pendant un bref délai... et si on ne nous entend pas, il n'y aura qu'à le laisser à ceux qui l'on créé».

Il est vrai que cette participation à un Office clairement reconnu comme contraire aux requêtes des viticulteurs est assortie de la prétention d'infléchir l'office de l'intérieur. Mais cet infléchissement qui le croit réalisable ? Les leaders ? Les viticulteurs ? A les entendre, personne ne se fait beaucoup d'illusions. Seulement une fois encore, l'entraînement de l'engrenage fonctionne.

La vie du village autour d'une cave coopérative

La cave coopérative de chaque village a pris une importance croissante dans la vie de chaque viticulteur coopérateur ou non. Elle est non seulement la source de leur revenu, mais aussi et surtout, le symbole de la viticulture. A chaque coup dur, à chaque mouvement de protestation tout le village se réunit autour de la coopérative : pour les actions d'envergure et efficace, les directives y sont reçues pour l'application immédiate comme l'opération «barbouillage» des panneaux de signalisation l'été dernier.

Un viticulteur est arrêté, spontanément des groupes se forment devant la cave, on sait qu'un responsable viendra les informer de la riposte à organiser. La coopérative est aussi un moyen de résoudre de nombreux problèmes organisationnels : locations de cars pour aller aux rassemblements. «Bien sûr, tout cela se paie» disent les viticulteurs en songeant aux retenues sur les frais de la cave ; mais tous l'acceptent.

Dans l'esprit des petits propriétaires, c'est encore un moyen de constituer un front face aux négociants. Un espoir que sapent les concessions faites par les coopératives, au négoce et au gouvernement.

dustrielles ou commerciales d'un pays capitaliste : les actionnaires apportent leurs parts de capital et les administrateurs de la société seront ceux qui auront la plus grosse part de gâteau à défendre ; aux AG, les petits actionnaires ne se déplacent même pas mais exigent une rémunération décente de leur part de capital sinon ils vont placer leur argent ailleurs s'ils le peuvent. Les viticulteurs, eux, iront secouer leurs responsables.

Cette logique est de plus en plus nette dans les caves coopératives : les plus gros coopérateurs en prennent la direction parce qu'ils ont aussi très souvent une plus grande instruction, ils ont pu poursuivre des études plus poussées qui leur donnent une plus grande capacité, aux yeux de la plupart des

et des capacités d'adaptation plus grandes à l'évolution des techniques.

Ainsi, les présidents et les administrateurs sont très souvent reconduits dans leur fonction d'une année à l'autre. «Pourquoi changer quand ceux qui y sont font l'affaire» disent les coopérateurs. «Le problème va se poser pour prendre la relève car la moyenne d'âge des administrateurs est déjà élevée» expliquent les présidents. Les seuls jeunes qui ont pu rester, ce sont les «modernisés», pour la plupart façonnés par l'idéologie du CDJA et autres écoles de vulgarisation des idées capitalistes «modernistes». Ce qui ne facilite pas la contestation de la soumission des coopératives aux impératifs du capitalisme !



POLITIQUE

Marchais à «l'événement»

LE PCF POLIT SON IMAGE DE PARTI DE GOUVERNEMENT

Invité de la télévision, Marchais avait soigneusement préparé ses effets et son style. Le PCF conçoit en effet, de plus en plus, comme les autres partis bourgeois, le passage de ses dirigeants à la télévision comme autant de spots publicitaires. On a donc été gâté pour les sourires, les mimiques et les ronds de jambes. Les journalistes, tous d'une servilité sans pareille vis-à-vis du gouvernement, n'ont pas démonté le secrétaire du PCF. Mais si Marchais peut tenir tête à quatre journalistes bourgeois, choisis pour leur docilité, il serait moins à l'aise, avec un tel langage, devant les travailleurs.

En effet, à part une litanie habituelle et paternaliste sur la misère des travailleurs, le secrétaire du PCF n'a donné aucune solution pour y remédier : aucune explication sur l'attitude du PCF dans les luttes, aucune perspective concrète d'action aujourd'hui. Bien au contraire, il s'est contenté de brandir, comme une solution magique, le programme commun, dont il nous a dit qu'il devait être légèrement actualisé.

C'est surtout l'évolution du PCF avec le 22^e Congrès, et la question de la dictature du prolétariat

qui a occupé l'antenne : malgré les réticences rencontrées dans les masses par les militants du PCF sur cette question, malgré les remous internes qui agitent ce parti, Marchais réaffirme avec force l'abandon ouvert des principes marxistes. Les journalistes bourgeois attendaient une petite phrase : elle fut prononcée quand on demanda au secrétaire du PCF ce qui se passerait si la gauche arrivait au pouvoir. «*Si la majorité des électeurs votent à gauche, le président de la république devra se soumettre ou se démettre*». Mais cette question occupe surtout les politiciens



fascinés par les futures élections de 78.

Enfin, Marchais devait confirmer -après les déclarations de la semaine dernière faites par Louis Baillet- que son parti, avec prudence, est en train de refondre sa politique militaire, en particulier sur la

question de la force de frappe.

Là encore, finalement, c'est la perspective des élections qui occupe le PCF. Ainsi Marchais aura bien montré une fois encore combien son parti est étranger aux intérêts de la classe ouvrière.

Paul LEFORT

GISCARD PARLE DU TRAVAIL !...

Evidemment, le 1^{er} mai, ce n'était pas sa fête. Alors Giscard, de peur qu'on l'oublie, a fait donner aux radios quelques mots. Comme d'habitude sans intérêt. «Je souhaite, a-t-il dit, que les Français échangent entre eux, le 1^{er} mai, une pensée fraternelle, montrant qu'ils sont des partenaires et non des adversaires pour cette fête qui est celle de l'effort et de la peine des hommes». Les travailleurs, en manifestant, qu'ils soient Français ou étrangers, ont prouvé, entre eux, leur fraternité de classe. Quant à Giscard, sa litanie sur la fraternité n'a pas, bien sûr, émoussé la combativité. On se demande comment le grand bourgeois de l'Elysée, exploiteur, fils et petit fils d'exploiteur, ose encore aujourd'hui nous parler de fraternité ! On savait déjà que son modèle est la «paix sociale» allemande. Mais avec son «travail et fraternité», Giscard ne rappelle-t-il pas Pétain, que son grand-père Bardoux a si bien servi, comme membre du Conseil National de Vichy ?

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE DE L'ÉMIGRATION VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée Nationale a voté une loi pour limiter l'immigration clandestine ; elle vise apparemment à réprimer les «passeurs», trafiquants d'immigrés clandestins. Outre les amendes et peines de prison déjà en vigueur, les «passeurs» sont maintenant passibles de suspension du permis de conduire, de confiscation du véhicule, de l'interdiction d'exploiter des services de transport ; ces peines peuvent être publiées par voie d'affiches et d'annonces dans la presse.

Ces mesures complètent une série de textes qui, depuis 1972, visent à contrôler, puis, depuis 1974, à stopper l'immigration.

Elles coïncident avec la participation de plus en plus massive des immigrés à la lutte de classe en France.

Souvenons-nous ; en 1972, Penarroya, Girosteel... Ces mesures s'accompagnent d'une répression aggravée des travailleurs immi-

grés : expulsion des représentants des foyers Sonacotra en lutte.

Mélange de cynisme et de démagogie, visant à diviser Français et Immigrés ; le rapporteur (UDR) du projet de loi prétend que «l'objectif de recherche du plein emploi est le motif essentiel de la volonté accrue de contrôle de l'immigration clandestine». Contre toute vérité, la bourgeoisie veut faire croire que les Immigrés sont responsables du chômage par la concurrence déloyale qu'ils feraient aux travailleurs français !

La solidarité des travailleurs français avec leurs frères de classe de la Sonacotra, la présence massive des ouvriers immigrés aux manifestations du 1^{er} Mai, les Juttés menées au coude à coude à DBA, et dans bien d'autres usines, sont d'ores et déjà une riposte à ces manœuvres de division.

DÉBAT SUR LA MÉDECINE DE CLASSE À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DES SAINTS PÈRES

Cent cinquante étudiants en médecine environ ont assisté au débat organisé par le cercle «Pour une médecine au service du peuple» à la Faculté de médecine des Saints Pères, à Paris, vendredi.

Le premier débat posait la question : quelle médecine ? quelle formation ? Les interventions mirent en évidence la réalité de cette médecine de classe fondée sur le profit. Les exemples de la médecine des Houillères, de la médecine privée et publique dans les hôpitaux furent cités.

La formation bourgeoise qui prépare à ce type de médecine fut largement démontée : mépris du travailleur, du malade ; médecine schématique s'attachant

aux symptômes, aux organes mais pas aux causes des maladies.

Le second débat qui suivit la projection d'un film sur la santé en Chine, fut fort animé. Quelle est la différence de nature entre la société socialiste et capitaliste ? C'est à ce problème posé que répondirent des dizaines d'intervention, permettant de mesurer l'intérêt suscité par la révolution chinoise chez les étudiants progressistes en médecine. La nécessité de faire la révolution en France pour construire une médecine pour le peuple fut affirmée. Des propositions concrètes de lutte furent fournies par les militants du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail : enquêtes ouvrières, contre-expertises, débats populaires sur la médecine de classe, etc...

A la clôture du débat, de très nombreux étudiants discutaient encore autour de ces idées, de la Chine. Plusieurs d'entre eux se retrouvèrent à la fête de «Rebelles» samedi soir.

UN PATRON CONDAMNÉ

Le patron d'une mine de fluor, près de Cannes, vient d'être condamné à treize mois de prison avec sursis et 35 000 F d'amende. Un ouvrier tombé d'un échafaudage avait été projeté dans un puits. Le patron a été reconnu responsable de la vétusté et de l'insuffisance des installations.

Pierre PUJOL

en bref... en bref...

ATTENTAT DANS LA BANLIEUE LYONNAISE

Ce qui avait d'abord été présenté comme le résultat d'une explosion de bombes fabriquées par les occupants d'un appartement de la banlieue lyonnaise se révèle être en fait le résultat d'un attentat puisque deux charges d'explosif ont été localisées sur le palier, près de la fenêtre. Trois jeunes gens ont été blessés.

LA MAIN TENDUE ...À L'ÉVÊQUE

Décidément, la classe politique se dispute les faveurs de la haute hiérarchie catholique. Le PCF, dans la ligne de sa dégénérescence complète, ne saurait échapper au phénomène : c'est bien pour cela que le directeur de «L'Humanité» a rencontré (mais en cachette) Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, il y a un mois environ. Embarrassé par ces relations un peu trop scandaleuses avec la réaction, Marchais n'a pas voulu confirmer cette rencontre devant les caméras. Comme on le voit, le PCF a le courage de ses actes...

LE CHAUVINISME SANS BORNE

Dans «France Nouvelle», un nommé G. Streiff parle des membres de ce parti et de leur «attachement à l'État français». Mais ce n'est pas ce qui gêne le PCF qui proclame «son attachement incondi-

tionnel à la souveraineté nationale», passant sur les positions les plus chauvines qui soient. D'ailleurs marchais, dernièrement, n'a-t-il pas repris cette phrase de Maurras (condamné à mort pour collaboration) : «Tout ce qui est national est nôtre». Il est vrai que, question collaboration, Marchais s'y connaît aussi...

PROCÈS GOLDMAN

Aujourd'hui commence la deuxième semaine du procès Goldman. Les témoignages de la semaine dernière ont confirmé l'alibi de Goldman. D'autre part, aujourd'hui sera entendu le détenu Albert Bender. Il a déclaré, rappelons-le, qu'il sait qui est le véritable assassin.

LECANUET DEVANT LES JEUNES CENTRISTES

C'est avec des accents frénétiques que le ministre de la Justice a dit aux jeunes centristes «on n'évitera la révolution que par la réforme». Le spectre de la révolution hante décidément beaucoup les ministres. Lecanuet a trouvé la solution pour l'exorciser : il faut, dit-il, «pour faire échec à un mouvement de subversion, un mouvement de générosité». Bien sûr, ajoute-t-il, il faut «des gendarmes et une justice plus fermes».

en bref... en bref...

UNE LOUANGE GÉNANTE

C'est l'hebdomadaire patronal américain «Business Week» qui vient d'écrire, à propos des partis révisionnistes d'Europe, PCF et PCI en particulier : «Leur programme économique n'est pas radical en termes de marxisme». Avec Agnelli, PDG de la Fiat qui dit qu'il n'a pas peur du PCI, que de louanges, décidément, ces derniers temps ! Les révisionnistes seront bien incapables de méditer ce mot du révolutionnaire allemand Bebel : «Quand la bourgeoisie me félicite, je me demande bien quelle bêtise j'ai bien pu commettre»...

COUP DE FEU MYSTÉRIEUX

Une jeune enfant, Delphine Gerdil a été atteinte à la tête, d'une balle alors qu'elle remontait de la plage du Lavandou avec ses parents. C'est un enfant qui aurait, en jouant, provoqué cet accident tragique. La fillette lutte contre la mort à l'hôpital de la Timone, à Marseille.

ATTENTATS CONTRE L'ANPE

Deux agences pour l'emploi ont, samedi, été victimes d'attentats : portes et vitres ont été soufflées. Dura-four, immédiatement, en a profité pour parler «d'escalade de la violence»...

LUTTES OUVRIERES

23 TRAVAILLEURS MENACÉS DE LICENCIEMENT

REFUSER TOUT LICENCIEMENT

Suite de la une A B-E, la direction ne s'y est pas trompée : parce que la lutte a été longue et dure, que les femmes ont pris confiance dans leurs capacités à se mobiliser, ont fait l'expérience d'une large démocratie et que cette lutte a eu un très large écho sur toute la région, la direction veut taper dur.

Des éléments de la direction font clairement entendre que «*même si on perd de l'argent, on ne cédera pas*». La bourgeoisie veut visiblement «faire de B-E un exemple pour casser les luttes dans la région et à la Thomson», ce dont ont conscience aujourd'hui les femmes de B-E. Ce qui est en jeu, ce n'est pas uniquement le gagne-pain de tel ou tel travailleur, mais bien toute la suite du mouvement engagé dans la grève. Ce qui est remis fondamentalement en cause, ce sont le droit d'expression de la classe ouvrière, le droit de grève, les libertés syndicales et politiques ; mais la classe ouvrière n'est pas prête à se laisser faire, puisqu'à B-E des non-grévistes sont venus renforcer les rangs des grévistes pour soutenir les camarades licenciés. Pour arriver à ses fins, la direction est prête à employer n'importe quel moyen : le motif du licenciement est une «faute lourde» (la soi-disant «séquestration» qui d'abord a eu lieu... à la mairie de Saint Apollinaire et non pas à l'usine, et où la direction... s'est enfermée elle-même de l'intérieur sans chercher à en sortir !), qui ne donne droit à aucun préavis, aucune indemnité de licenciement ni de congés payés. Ce qui a provoqué une révolte encore plus grande des femmes de B-E, quand on connaît la situation de l'emploi à Dijon (271 licenciements annoncés chez Hoover), et «l'étiquette» que portent maintenant les camarades menacés de licenciements (dont quatre mères célibataires !)

Vendredi dernier, les sept délégués passaient devant le Comité d'Entreprise qui statuait sur leurs licenciements. Aux six premiers votes, le CE a dit non aux licenciements (7 voix contre soit 5 CGT, 2 CFDT et 2 voix pour, celles de la direction) ; pour Vieillard, délégué syndical CFDT, le résultat est le suivant : 4 voix contre son licenciement, 5 voix pour. Donc il a fallu que trois membres du CE CGT votent comme la direction. Ce sont les mêmes qui pendant la grève ont saboté tout ce qui allait dans le sens de l'amélioration du rapport de forces, passé par dessus les initiatives collectives de l'Assemblée Générale

(par exemple tracts, galas de soutien, cantine...). Ce sont les mêmes qui en octobre déjà, alors que les femmes subissaient le chômage partiel, votaient une dérogation d'heures supplémentaires pour le secteur «mécanique». Ce sont les mêmes qui préféraient allouer des sub-

dit organisation de classe. Ces trois individus doivent être désavoués publiquement et exclus de leur syndicat. C'est dans ce sens qu'allaient les interventions de la section CFDT de B-E, de l'UD-CFDT et de l'UD-CGT au meeting du 1^{er} mai à Dijon.

les travailleurs de Dijon et des autres boîtes de la Thomson. Il faut construire un rapport de forces à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine capable de faire céder la direction, de faire réintégrer tous les camarades. Pour cela, un meeting est prévu ce soir devant l'usine de 16 h 30 à 18 h. Puis les travailleurs accompagneront les 16 camarades qui passent au prud'homme à 18 h. D'autres actions sont prévues à l'échelon local, journée de soutien sur toute la ville avec débrayages, etc... Dès aujourd'hui des collectes seront organisées pour soutenir les camarades. Un Comité de soutien se met en place au plan national et à Dijon (pour tout renseignement écrire au QdP), regroupant des travailleurs d'autres usines, des étudiants, des jeunes de CET, etc... Dans le même temps, la riposte s'organise dans l'usine même, sous forme de débrayages, etc...

Construisons une large unité populaire pour la réintégration de nos 23 camarades.

Corres. B-E.

Le 1^{er} Mai à Dijon

Cette année, le premier mai a été orienté contre la répression : en tête la banderole de Bourgogne-Electronique et les travailleurs de B.E. venus au rassemblement. Les mots d'ordre étaient : «Non aux 23 licenciements à B.E. 1», «Non à la répression contre les cheminots» (pour la SNCF 3 000 grévistes sont sommés de s'expliquer sur leur attitude pendant la grève et subissent de nombreuses sanctions : retenues sur salaire en plus des journées de grève, avertissements, etc...), «Non à l'expulsion des délégués des foyers Sonacotra et aux saisies sur leur paye», «Non à la répression contre les travailleurs de Hoover».

ventions pour un voyage du CE en URSS et refusaient les prêts aux femmes de B-E.

Aujourd'hui, il n'est plus possible que ces traites à la classe ouvrière se réclament de la CGT qui se

Face aux licenciements, les femmes ont débrayé mercredi et jeudi et sont allées soutenir les camarades pendant leur entrevue à la direction. Le problème qui se pose aujourd'hui est celui d'une riposte très large de tous



La SNECMA mobilisée contre les classifications et pour les salaires

Toutes les usines SNECMA de la région parisienne (Corbeil, Villaroche, Bois-Colombes, Suresnes, Gennevilliers, Billancourt) étaient représentées en fin de semaine dernière (29/4) devant le siège social, boulevard Haussmann. Un pique-nique «sauvage», obstruant le boulevard, devait marquer cette journée d'action où plus de 3 000 travailleurs étaient rassemblés.

Cette manifestation réussie fait suite à de nombreuses actions dans chaque usine depuis plusieurs mois.

Ces actions de débrayages d'un quart d'heure à six fois par jour ont pour but de protester contre les nouvelles classifications de la métallurgie, de revendiquer un rattrapage de salaire de 400f pour tous, une prime annuelle uniforme de 4 300 F (au lieu de 2 300 F jusqu'ici) et la réduction du temps de travail (40 H, retraite à 60 ans, 5^e semaine de congés payés).

Il faut noter que cette

action contre la politique contractuelle de l'État patron atteint les niveaux de combativité les plus forts de puis 1969 et 1972 sous l'impulsion de la CGT (majoritaire) et de la CFDT.

POURQUOI LA COMBATIVITÉ S'EXPRIME MAINTENANT A LA SNECMA ?

Les révisionnistes dans la CGT tiennent à impulser et contrôler l'action, ce qu'ils réussissent en général car ils

ont préféré une fois de plus prendre la tête du mouvement plutôt que de se faire déborder, ils ont su se montrer «offensifs» en allant jusqu'à parler de rejoindre un «mouvement d'ensemble» dans tout le pays, et en acceptant pour une fois de mettre en avant des revendications de salaire en somme uniforme.

Mais s'ils en sont venus là, et s'ils acceptent aujourd'hui les assemblées générales, c'est grâce au patient travail de masse réalisé par les syndicalistes révolutionnaires dans la CFDT (et la CGT, mais plus difficilement vu le rapport de force encore très favorable aux révisionnistes dans la CGT).

Malgré l'accroissement récent des pressions des réformistes dans la CFDT, ceux

C.A.T. DE TILLEROYES (Besançon)

On lutte pour le respect de l'ouvrier !

INTERVIEW DE JEUNES GRÉVISTES DU CENTRE

Question : Un C.A.T., qu'est-ce que c'est ?

Réponse : C'est un Centre d'«Aide par le Travail» pour ceux qui ne peuvent pas travailler dans une usine «normale» pour différentes difficultés.

Q. : Quelles sont vos conditions de travail et votre paye ?

R. : C'est simple, on touche entre 100F et 150F par mois (6h1/2 de travail par jour pendant six jours par semaine) le maximum étant 220F.

C'est du travail ultra-simple qui vient de diverses usines bisontines (Unimel, Mischler-les fermatures, volets... Bourgeois-très connu pour la répression-Sior-porta-manteau...)

Q. : Vous êtes en grève depuis une semaine, pourquoi ? Quelles sont vos revendications ?

R. : On a commencé la grève à 5, maintenant on est près d'une vingtaine. On est en grève pour être plus payés et pour avoir un statut de travailleur : être mieux considéré, mieux respecté !

Q. : Quelle est la réaction de la direction de l'ADAPEI et des moniteurs ?

(ADAPEI : Association Départementale d'Aide aux Parents d'Enfants Inadaptés. Cette association gère le C.A.T.).

R. : négative ; M. Maire le président de l'ADAPEI nous a dit : «Je sais, c'est agréable de profiter du soleil, histoire de rire

un coup, de regarder les oiseaux. Mais on ne peut pas être payé en faisant la grève».

M. Maire (secrétaire de l'Association et éminente grise du patron) est d'ailleurs venu prendre un jeune de force pour le ramener chez lui : celui-ci est revenu aussitôt en stop (il habite à 65km du CAT).

M. Maire, le président, à propos de cela, a dit : «C'était pour mieux lui permettre de réfléchir».

Q. : Comment vous organisez-vous pour faire connaître votre lutte ?

R. : On a contacté des gars du CAT, rue Ampère (ils fabriquent des meubles et ont mené une lutte l'année dernière pour être payés au SMIG).

Ils viennent nous voir. On a fait des petites affiches et des caricatures pour l'intérieur du CAT. On va populariser rue piétonne, dans le centre-ville.

Q. : Comment voyez-vous la suite du mouvement ?

R. : Continuer la grève jusqu'à ce qu'on obtienne satisfaction, jusqu'à ce qu'on nous écoute !

Contre ces jeunes handicapés (18 ans à 30 ans environ), les pressions de toute sorte commencent à pleuvoir. L'article paru dans le «Quotidien du Peuple» de mardi 27 avril ayant fait réagir l'encadrement : «Vous avez bien fait de dire ça, maintenant, ça va vous retomber sur le nez, c'est à nous de rigoler car c'est une histoire de famille (en effet, la fille gréviste ramenée de force à son poste de travail est apparentée à un moniteur d'atelier).

Est-il utile de signaler que la majorité de l'encadrement répressif de ce CAT est syndiquée «FO» ?

Les jeunes de ce CAT savent bien ce qu'ils peuvent attendre comme soutien de ce syndicat : du vent !

Alors que les grévistes se rendaient en J7 rue Piétonne, mercredi, ils se sont fait arrêter par une voiture : «Bande de maoïstes, c'est fini cette grève». Un couple viendra rechercher sa fille pour la ramener au «travail». Ces pressions suffiront à influencer le directeur du foyer hébergeant les jeunes grévistes (syndiqué CGT, lui) pour les empêcher de faire des photos rue Piétonne : «Je ne tiens pas à ce que le mouvement soit récupéré par un parti politique. C'est une action syndicale qui est menée».

Correspondant Sncema

Corresp. CAT Besançon

LUTTES OUVRIERES

**1^{er} Mai à Paris : manifestation syndicale
Plus de 150 000 manifestants**

MOBILISATION POPULAIRE IMPORTANTE

suite de la une

Les contradictions entre les aspirations des travailleurs et les projets des confédérations s'affirment de plus en plus nettement. C'était une caractéristique marquante du défilé de samedi après-midi. En tête, les nombreux cortèges de la CGT. Y compris, à l'intérieur de ces cortèges, l'accord n'était pas parfait. Le mot d'ordre : «Union, action, programme commun» était diversement repris. Parfois assez massivement (par les délégations du Livre par exemple), souvent faiblement et quelquefois pas du tout. Quand on chante l'Internationale en passant devant la chorale de Paris de la CGT, beaucoup de vieux militants n'arrivent pas à se résoudre à ne pas lever le poing. Ils lèvent timidement le bras, le rabaisent, agitent la main, puis finalement l'un après l'autre, tendent leur poing en chantant. Il y a très peu de délégations de boîtes en lutte parmi ce cortège CGT, seulement ceux du Livre (Parisien Libéré, Hélio-Cachan) et de Triton. Des regroupements se sont faits par branches ou

par Unions Départementales. Visiblement, de la part de la direction confédérale, c'est un moyen pour que n'apparaissent pas trop les divergences par l'affirmation de mots d'ordre offensifs, par des délégations de travailleurs en lutte. A part le programme commun, il y a peu de mots d'ordre dans cet important cortège CGT. Certains passages font même carrément figure d'enterrement.

A l'opposé, la volonté de lutte s'affirme dans des cortèges offensifs : les travailleurs sociaux, les hospitaliers, beaucoup de postiers, qui n'ont pas accepté la division imposée par les directions confédérales, défilent sous des banderoles communes CGT-CFDT. Leurs mots d'ordre affirment leur volonté d'engager le combat, de ne pas payer la crise, de ne pas attendre plus longtemps : «Engageons l'action sans attendre les élections !», voilà qui résume la voie qui s'affirme dans ces cortèges, appuyés par ceux de plusieurs UD-CFDT (95, 91, 93). Dans la partie étu-

diane de la manifestation, les clivages sont nets. D'abord, plus de la moitié des étudiants, regroupés sous les banderoles de la coordination nationale, scandent : «Saunier-Seité n'a pas cédé, grève générale à l'université», ou «Ouvriers, paysans, étu-

diants, solidarité... Derrière eux, l'UNEF et l'UNCAL bêlant leur souci

de faire valoir leurs diplômes dans le cadre de la société capitaliste. Dès le début, l'UNEF mise en cause par la masse des étudiants, lançait son service d'ordre, allant même jusqu'à renverser des manifestants avec une voiture. Finalement, cette

agression était rapidement repoussée. Beaucoup de représen-



tations de travailleurs étrangers dans la manifestation. Un important cortège d'Espagnols, des Turcs, des Grecs, des Antillais, des Arabes... Tous avec leurs banderoles et mots d'ordre propres.

nacotra. Leur camionnette avance lentement, surchargée de manifestants jusque sur le toit. Plusieurs milliers de travailleurs, bien rangés en chaînes, reprennent massivement les mots d'ordre lancés par la sono. Tout au long du parcours, ils seront très applaudis et de nombreux travailleurs, immigrés et français prendront place à leurs côtés.

Une fois encore, les directions confédérales n'auront pu empêcher que s'affirme, au cours de cette manifestation du 1^{er} mai, la voie de la lutte, malgré les précautions qu'ils avaient prises, malgré leurs tentatives pour faire taire tout ce qui n'allait pas dans le sens du programme commun. En opposition avec certains cortèges peu combattifs, l'aspiration à la lutte résolue apparaissait dans ce premier mai. C'est un encouragement au moment où les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires connaissent un développement nouveau.

G. PRIVAT

1^{er} MAI À FOUGÈRES DANS L'USINE DE RÉHAULT OCCUPÉE ; UNE JOURNÉE DE FÊTE ET DE LUTTE

« Cette journée-là, petits, restera dans la mémoire des gens du pays » lance un vieux travailleur de Fougères à un groupe de jeunes. Oui, les « Réo », au soir de ce 1^{er} Mai ne cachaient pas leur satisfaction.

Ouvrant toutes grandes les portes de l'usine, qu'ils occupent depuis bientôt deux mois, les Réo avaient lancé cet appel aux travailleurs du pays fougérois et de toute la Bretagne : « Rassemblons-nous ici pour montrer que nous n'acceptons pas l'exode, la misère, le chômage ! Notre pays ne sera pas le désert vert dont rêvent les bourgeois ! » L'appel a été entendu. Combien étaient-ils ? 6000 ? 7000 ?

Premier rendez-vous de cette journée : la manifestation populaire du matin contre les licenciements. Les « Réo » forment la tête du cortège avec leurs nombreux drapeaux rouges. Autour d'eux se rassemblent les délégations de Morel et Gâté, Maunoir et de dizaines d'autres usines de la région venues par cars, de Redon, de Rennes, de Vitré. Les étudiants de Rennes sont venus nombreux.

Les mots d'ordre résument le sens du combat que mènent les « Réo », et toute la région qui fait corps avec eux : « Réhault, Morel, Maunoir, même combat ! », « Nous voulons vivre au pays fougérois ! La Bretagne vivra ! », « Chômeurs, actifs, même combat ! », « Sans patrons, les usines tourneront ! ».

UN CARREFOUR DES LUTTES

L'idée de cette fête du 1^{er} Mai, de ce grand carrefour des luttes, les « Réo » l'ont dans la tête depuis longtemps et ils l'ont préparée avec beaucoup de soin. Dans la salle polyvalente de l'usine, une exposition de leur lutte et de celles de la région, une quarantaine de panneaux sur lesquels chacun peut lire le passé et le présent des luttes des ouvriers fougérois et l'avenir des luttes révolutionnaires à mener.

Dans le hall d'accueil, une autre exposition qui retrace au moyen de belles photos, les grandes heures du mouvement ouvrier, se termine sur cette interrogation : « 1871, 1936, 1968 : à quand l'assaut victorieux ! »

La première conclusion de la manifestation, c'est le porte-parole de l'Union Régionale CFDT qui la tire : « Nous donnons l'exemple, dit-il, qu'on peut lutter contre la résignation et la fatalité, ces cancers qui nous rongent... Nous sommes décidés à une lutte longue ».

LES « RÉO » ONT DÉCIDÉ DE VENDRE LES STOCKS

La fête commence : le responsable de la commission animation, annonce qu'à partir de 14 h 30, les « Réo » vont vendre des chaussures... « C'est effectivement une décision importante pour l'avenir de la lutte, nous explique Eugène Simon. Les travailleurs sont conscients de faire ainsi un acte politique. Ce que l'on récoltera par les ventes servira à payer les frais de la lutte. Pendant le mois d'avril, ajoute-t-il, on a fait pas mal de boulot de popularisation, mais on a ressenti un certain isolement. Alors nous avons remis en route, pour couvrir nos frais, un petit atelier de maroquinerie. Cela va faire franchir une étape à la lutte, en la liant aux luttes de toute la Bretagne. Dans la période, on doit tendre vers une globalisation des luttes pour montrer que c'est possible de se battre pour vivre au pays. C'est que se crée une véritable unité populaire autour des luttes ».

SMN : « 500 F POUR TOUS » EXIGENT LES HAUTS FOURNISTES !

Après les multiples débrayages aux laminoirs (treillis soudés, train à petits fers, train 450) et des jeunes de la chaudronnerie, ce sont les hauts-fournistes qui sont passés à l'action !

Le 29 avril à 6 h 00 l'ensemble des fondeurs, gaziers et caleurs ont engagé l'action malgré les pressions de la direction ; avec l'appui d'un huissier qui voulait tenter d'imposer le travail à un certain nombre d'entre eux, les travailleurs des hauts-fourneaux ne sont pas tombés dans le piège, et c'est à l'unanimité qu'ils

ont reconduit la grève. Que réclament les camarades des hauts-fourneaux ?

- 500F pour tous pour le maintien et la progression du pouvoir d'achat.

500F pour tous qui marque une opposition aux propositions des directions syndicales (CGT, CFDT) partie de la base, montre bien la détermination des travailleurs à ne pas se laisser



Lors d'une grève en octobre 74

- la création de la 5^e équipe et un cahier de revendications important (entre autres sur les classifications et l'amélioration des conditions de travail)

berner sur les propositions réformistes et révisionnistes ! La principale arme du patron n'est que le chantage au lock-out généralisé sur toute l'usine...

La revendication des

Cellule SMN du PCRml

FOUGÈRES VIVRA ! LA BRETAGNE VIVRA !

Cette unité populaire, la fête en donne une image vivante : tout l'après-midi, ouvriers de la SICNA à St Malo, de Garnier à Redon, de Tréfinmétaux à Nantes, et également de Caron-Ozanne, paysans-travailleurs, étudiants ont débattu de leurs luttes.

Les travailleurs de Réhault ont remporté un beau succès. Petit à petit, la conscience naît ici qu'il va falloir mener une grande lutte pour empêcher que le pays fougérois ne soit plus qu'un « cimetière d'usines ».

Erratum : Dans notre édition du 30 avril, à la page 13, dans l'article sur les foyers Sonacotra, dans la dernière colonne,

il fallait lire à partir de la 11^e ligne : « C'est une nécessité, quand on voit que le gouvernement refuse toute négociation... »

1^{er} MAI REVOLUTIONNAIRE

Paris

VIF SUCCES DE LA MANIFESTATION APPELEE PAR LE PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

9 h 30 du matin, sur un petit marché de Montmartre. Le premier mai traditionnel est bien là avec son muguet à tous les angles de rues... Tout à coup, à une extrémité du marché, quelques chanteurs et musiciens rompent le fond sonore habituel des marchés populaires. «Nous sommes la jeune garde, nous sommes les gars de l'avenir...»

L'intervention de la cellule de quartier du PCRml est commencée. Ses militants, ses sympathisants, dont certains se sont faits «hommes sandwich» pour porter des panneaux expliquant les propositions politiques du Parti, provo-

ouvriers, matraque les étudiants, expulse les immigrés» répondait tout aussi unanime, et scandé le poing levé «Une seule solution, la Révolution Proletarienne!»

Le premier mai, c'est la fête de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité de combat entre les peuples du monde. «Palestine vaincra!», «Vive la Chine et l'Albanie socialistes!» expriment ce sentiment de solidarité renforcé par la présence de révolutionnaires étrangers, tels ces militants iraniens, défilant en rang serrés, le visage recouvert d'un masque, nécessité liée à l'odieuse répression du Chah contre

sion devient plus serrée. Il faudra la reprendre!

L'Humanité Rouge viendra rejoindre la manifestation en cours de trajet.

Ce sont plusieurs milliers de manifestants regroupés derrière les banderoles des fédérations parisiennes du PCRml qui arrivent place de la Nation. L'Internationale retentit, chantée à pleins poumons, concentrant dans ses couplets l'enthousiasme, la volonté de lutte et la confiance dans l'avenir qui ont caractérisé cette manifestation révolutionnaire du 1^{er} Mai!

Eric BREHAT



quent des discussions, font connaître la presse du Parti. Et dans plusieurs quartiers de Paris, des interventions similaires ont lieu, certaines accompagnées de saynètes. L'accueil des travailleurs est bon, intéressé et exigeant, à la mesure de leurs aspirations à une autre société.

C'est à la manifestation appelée par le Parti Communiste Révolutionnaire à laquelle s'est jointe l'UCF (ml), que ces aspirations révolutionnaires se sont exprimées le plus clairement. Convoquée pour 10 h 30, au métro Oberkampf, elle a montré par son enthousiasme et sa tenue, l'existence d'une force révolutionnaire, décidée à mener son combat contre la société capitaliste jusqu'au bout: au cri unanime: «Elle est pourrie la société bourgeoise, elle tue les paysans, mutile les

le peuple iranien, ou ces militants grecs, ou encore ces étudiants Afar-Somalis, avec lesquels tous les manifestants criaient: «Armée française hors de Djibouti, Indépendance pour les colonies!».

Sur les trottoirs, les passants s'arrêtent. Nombre d'entre eux iront à la manifestation syndicale de l'après-midi. Les discussions sont d'emblée politiques, comme avec cet ouvrier typographe de Ménilmontant, «venu pour voir» et qui a finalement accompagné le cortège jusqu'au bout, impressionné par sa tenue. «D'accord avec vous sur la dictature du prolétariat. J'étais gamin en 36, je portais le ravitaillement aux grévistes. Mais je n'ai pas oublié!» Et lorsque les manifestants scandent «Giscard, Mitterrand, Marchais, c'est le capitalisme. Ce qu'il nous faut, c'est le socialisme!», la discus-

Dès le départ, la manifestation était très combative. Les slogans révolutionnaires étaient très largement repris: «Contre le chômage, contre la vie chère, unité populaire, offensive ouvrière», «Non, Marchais, la Commune n'est pas morte, vive la dictature du prolétariat», «Giscard, Mitterrand, Marchais, c'est le capitalisme, ce qu'il nous faut, c'est le socialisme, c'est le

donc un net succès. Tant par le nombre de travailleurs rassemblés derrière le PCR que par l'audience des slogans révolutionnaires, dans un quartier de population ouvrière. De plus elle a marqué une nette démarcation avec le révisionnisme.

L'après-midi, un rassemblement populaire était organisé par le PCR dans un vieux quartier ouvrier de



pouvoir ouvriers-paysans». Les révisionnistes ne pouvaient supporter longtemps de voir dénoncer leur projet bourgeois. Délibérément, ils jouaient la provocation: ils tentaient d'isoler le PCRml du reste du défilé en faisant la chaîne pour séparer les deux cortèges. Le service d'ordre du PCR ne céda pas à la provocation et repoussait fermement mais sans violence le barrage.

La manifestation était

Roubaix. Il réunit plus de 600 personnes, de 14 H à 22 H.

Autour de la tribune centrale, étaient installés de nombreux stands. Le stand de la section de Liévin du PCR était très fréquenté: les camarades mineurs répondirent aux nombreuses questions sur leur travail, mais surtout sur leurs luttes, depuis la grande grève de 1941 jusqu'au tribunal populaire de Liévin et la grève de la semaine dernière. Le Co-

SUCCÈS DE LA FÊTE POPULAIRE AVEC LES FAMILLES OUVRIÈRES DE ROUBAIX

Samedi matin, 1^{er} mai, une manifestation se déroulait dans le quartier populaire des Hauts-Champs, à Roubaix et Hem. Plus d'un millier de travailleurs s'étaient réunis à l'appel du PCRml, de la CGT et de la CFDT. De nombreux travailleurs s'étaient regroupés derrière la banderole du PCRml.



mité de Lutte Contre le Chômage de Hem tenait une bourse aux vêtements. Les travailleurs présents se pressaient aussi autour du stand international, du stand de la librairie populaire de Lille, et du stand du Quotidien du Peuple. Pour distraire les enfants, les clowns et les cracheurs de feu du Prato.

C'est devant un public composé de familles ouvrières que la Fédération du Nord du PCR mettait alors le capitalisme en accusation. La tribune était aussi composée d'ouvriers. Un ouvrier du caoutchouc, délégué CFDT, dénonçait la répression anti-syndicale dans les usines; une ouvrière du textile, déléguée CGT, dénonçait le rôle d'obstacle du P«C»F dans les luttes, à partir de l'exemple d'une grève récente dans son usine. Un vétéran communiste, ancien du P«C»F, rappelait les trahisons de ce parti. Puis, prenaient la parole des délégués de l'ORT (Espagne), de l'UNECAS (Djibouti), de la GUPS (Palestine), et

Grégoire Carrat retraçait la lutte du peuple sahraoui.

L'intervention centrale du PCR, prononcée par un camarade du Comité Central était très applaudie. Elle rappelait le sens internationaliste du 1^{er} mai, et aussi son sens de lutte de classe. Elle montrait ensuite comment avec le PCR, se construit un parti radicalement nouveau, fondé sur le centralisme démocratique et un rapport étroit aux masses. Elle appelait alors à rejoindre le PCR, parti de la classe ouvrière.

Ce qui frappait, tout au long de ce rassemblement, c'était son caractère nettement prolétarien. Comme le soulignait un travailleur algérien, rencontré dans la foule: «Des rassemblements comme ça, il devrait y en avoir toutes les semaines». Ou encore ces deux vieilles ouvrières, venues à pied depuis Wattrelos (3 km): «On a été exploitées toute notre vie, alors nous sommes d'accord avec vous».

Yves BEAUMONT



INTERNATIONAL

LE PREMIER MAI

En Espagne : DUR COMBAT

Dans un pays investi de part en part par les différents corps de police armés, des milliers de rassemblements ont réussi à se tenir, la tactique généralement adoptée consistant à se rassembler progressivement sur les trottoirs pour « sauter » ensuite sur la chaussée. A chaque fois, les « grises », les brigades anti-émeutes ont dispersé très violemment, utilisant outre l'arsenal habituel, des balles qui ont fait plusieurs blessés, la police montée à cheval et en moto. Les arrestations ont été très nombreuses et se chiffrent à plusieurs milliers probablement dans tout le pays.

Au quartier de Vallecas, un grand « goûter » était prévu, qui a rassemblé 1.500 personnes ; de nombreux cercles de discussions se sont tenus ; au moment où les gens commençaient à chanter l'Internationale, les flics se sont acharnés sur les familles qui étaient là et les traitaient de fascistes et d'assassins. Les flics qui ceinturaient le campus depuis le début, expliquèrent qu'ils étaient fatigués d'attendre depuis deux heures. Une femme répondit, faisant l'unanimité des assistants : « Nous, ça fait 40 ans qu'on est fatigués de vous ! »

La veille, 2.000 enfants de Vallecas avaient fait des dessins relatifs au premier mai ; ils ont été dispersés par les flics qui ont arrêté des

gosses de huit et neuf ans. C'est également à Vallecas que les flics ont tiré et blessé plusieurs personnes.

A Madrid, dans les usines, le premier mai avait été préparé toute la semaine par des grèves dans différents secteurs.

Les trois journées de grève générale dans la construction ont été très largement suivies en particulier à la périphérie de Madrid. Cette grève, la première à se dérouler simultanément au niveau de l'Etat espagnol a été un succès, également à Barcelone, Valence, dans les Asturies et à Logrono.

Toute la chimie a débrayé le 30 pour manifester sa haine du fascisme et célébrer le premier mai ; la banque a fait de même.

Dans les quartiers populaires de la ceinture de Madrid, les usines ont partiellement arrêté le travail.

Le premier rassemblement prévu, celui d'Atocha, s'est déroulé le 30 à partir de 7 heures, malgré un déploiement policier impressionnant. Les organisations marxistes-léninistes ORT et PTE en avaient pris l'initiative. Environ mille personnes ont réussi à manifester pendant une demi-heure.

De gros « commandos » ont pratiqué la même tactique de rassemblement, mettant des voitures au travers des rues pour retarder les flics en

différents points de Madrid : dans la zone de Callao, à Quevedo, Manuel Bacerra, Carabanchel et Embajadores.

Au Palais des sports, plusieurs milliers de personnes ont commencé à affluer à partir de 10 heures du matin jusqu'à 1 heure. Le rassemblement, à l'initiative de l'ORT et du PTE, avait été convoqué par une pétition de 1.000 délégués d'entreprise. La charge a été très brutale, les flics s'acharnaient à cinq contre un sur les gens ; plusieurs personnes ont été arrachées aux flics par des groupes de manifestants. Il y a eu plus de 70 arrestations ; la zone toute entière était occupée par les flics.

A la Casa de Campo (grand parc de Madrid), le rassemblement se faisait à l'appel de tous les syndicats illégaux, en premier lieu les Commissions Ouvrières, l'UGT et l'USO. La Casa de Campo, qui est un lieu de promenade et de pique-nique très fréquenté par les familles les dimanches, était totalement investie par les corps de répression. Au total, 3.000 personnes étaient présentes, qui par moment se regroupaient et lançaient des mots d'ordre contre le régime fasciste de Juan Carlos. Les flics qui occupaient tous les carrefours ont entièrement vidé le parc à partir de 6 heures, mais il leur a fallu deux heures pour y arriver.

Des centaines de villes, ont vu se dérouler des actions et des manifestations de ce genre, toutes très combattives, toutes très violemment réprimées ; du Nord au Sud de la péninsule, pas une ville n'a voulu être de reste dans cette journée de combat : Malaga et Salamanque, La Coruna, Vigo, Valence, Grenade, Tolède et des dizaines d'autres encore.

En Euskadi (Pays Basque), une journée de lutte était prévue. On signale en particulier qu'à Pampelune, des barricades ont eu lieu le 30 et le 1^{er} et que les manifestations se sont déroulées dans plusieurs quartiers de la ville. Par ailleurs, une assemblée populaire qui se tenait le 29 a été encerclée par la police, plus de cent personnes ont été arrêtées, accusées d'appartenir à l'ORT. Des membres du Conseil de Travailleurs de Navarre ont été arrêtés, en particulier, Amparo Grangoa, qui a été sauvagement torturée et a été hospitalisée.

A Barcelone, des manifestations ont réussi à se tenir le vendredi soir et surtout samedi où il y a eu de violents affrontements avec les flics et des barricades dans tout le centre, de 11 H du matin jusqu'à 2 H. Le prêtre Xirinachs, qui lutte pour la liberté de tous les prisonniers politiques a été arrêté, il y a eu par ailleurs, d.s centaines d'arrestations.

Au Vietnam :



Il y a un an la libération.

En Albanie : DÉFILÉ MILITANT

C'est sous le signe de l'internationalisme et du renforcement de la dictature du prolétariat que le premier mai 1976 a été fêté en République Populaire Socialiste d'Albanie.

L'internationalisme prolétarien a été fêté dès le 30 avril, avec la réception offerte par Enver Hodja, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, à une délégation de travailleurs albanais et des coopérants chinois du complexe sidérurgique d'Elbasan.

Enver Hodja a salué la coopération internationaliste exemplaire des peuples chinois et albanais. Point de vue qui sera repris par la population de Tirana le lendemain, lors du rassemblement du 1^{er} mai, auquel participèrent d'importantes délégations des syndicats pan-africains d'Azanie (Afrique du Sud), ainsi que de Palestine, du Vietnam réunifié, chaleureusement applaudis.

Les masses populaires albanaises ont aussi tenu à fêter les acquis politiques et sociaux de la dictature du prolétariat. Particulièrement, à la mobilisation populaire contre les déviations bureaucratiques des ministères de l'agriculture

et de l'enseignement, dont les responsables retourneront à la base. Deux femmes sont maintenant ministres : pour l'agriculture, c'est une paysanne, présidente d'une coopérative et, à l'enseignement, une institutrice devenue directrice d'école et membre du Parti du Travail. Toutes deux avaient joué un rôle important dans la lutte pour le renforcement du contrôle ouvrier sur les organes d'Etat du pouvoir populaire.

Les délégations d'ouvriers, de mineurs, de paysans, soulignaient les résultats dans la réalisation avant terme du plan de production quinquennal, dans l'esprit de « compter sur ses propres forces ». Les étudiants et lycéens défilaient sur le mot d'ordre « Apprendre, travailler à la production, défendre la patrie socialiste ». Le cortège prenait fin dans l'enthousiasme populaire, avec une danse des petits enfants de la capitale, portant des drapeaux et des fleurs multicolores qui dessinaient la phrase : « Nous vivons heureux et joyeux à l'époque du socialisme ». Ce que devait confirmer la grande fête populaire qui fit suite au rassemblement.

En Chine : RÉJOUISSANCES POPULAIRES

Samedi, à Pékin, plus d'un million d'ouvriers et d'autres travailleurs, pleins de fierté révolutionnaire, ont assisté aux grandes festivités pour célébrer chaleureusement la fête internationale du travail. Les réjouissances publiques ont eu lieu dans des parcs et des lieux publics dans une atmosphère empreinte d'une unité combattante et d'une joie triomphale.

Le 1^{er} mai de cette année est fêté au moment où le mouvement de critique de la ligne révisionniste de Teng Haiao Ping et la lutte pour riposter au vent déviationniste de droite remettant en cause les conclusions justes gagnées en profondeur, et où un nouvel essor s'affirme pour faire la révolution, promouvoir la production, améliorer le travail et se préparer en prévision d'une guerre.

La ville était joliment vêtue. Partout des drapeaux rouges flottaient et des chants révolutionnaires retentissaient. Tien An Men était plus majestueuse et plus belle que d'ordinaire. Un immense portrait du grand dirigeant du peuple chinois, le président Mao est accroché au centre du mur rouge de la porte Tien An Men ; aux côtés Est et Ouest, se dressent les grands portraits de Marx, Engels,

Lénine, Staline. Le drapeau rouge à cinq étoiles flotte au-dessus de la place, et le monument aux héros du peuple se profile sur le ciel bleu d'un air imposant.



Les dirigeants du Parti et de l'Etat ont participé aux festivités avec les habitants de la capitale. Plus de six mille hôtes étrangers venus de cinq continents ont assisté à la fête.

Cette année, les activités de célébration du 1^{er} mai ont été riches et variées. Le matin, de bonne heure, ouvriers, membres des communes populaires de la banlieue, sol-

lécés ont afflué au Palais de la Culture des Travailleurs, au parc Sun Yat Sen, au palais d'été et à trois autres parcs où se déroulaient les festivités. Les parcs sont ornés par-

Plus de cinq cents équipes d'amateurs ont donné des pièces et des numéros artistiques (musique, danses, acrobaties). Des ouvriers de la Sidérurgie de la capitale ont donné des

numéros, illustrant le soutien aux résolutions du Comité Central.

Le soir, la population de la capitale a admiré dans une joie triomphale les feux d'artifices. La place Tien An Men, magnifiquement illuminée, devient une mer effervescente d'êtres humains ; partout on danse, partout on chante.

d'après « Chine Nouvelle »

Au Portugal :

De notre correspondant.

Samedi 1^{er} mai, à 5 h 30 du matin, une bombe de très forte puissance explosait à quelques dizaines de mètres du siège du PCP.

Depuis le résultat des élections de dimanche, toutes les conversations portent sur les chances d'un coup d'Etat avant les élections, ou du moins sur le fait que la droite va intensifier ses actions en vue de créer un certain désordre qui permettrait l'élection d'un président « sauveur de la situation ».

Cet incident n'a pas empêché le déroulement des fêtes du 1^{er} Mai. A Lisbonne, au stade du 1^{er} Mai, le thème était : dans l'unité, défendre les conquêtes inscrites dans la constitution.

Mais c'était l'occasion pour le PCP, par le biais de l'intersyndicale, de montrer aux dirigeants socialistes que l'unité est possible, que « la gauche une jamais ne sera vaincue ». Quant à la présence de syndicats tenus par le

Parti Socialiste, elle est tactique. Ces syndicats réclament en effet un congrès de l'intersyndicale dans l'unité. Il leur fallait donc donner des preuves de leur bonne volonté unitaire.

Mais s'il y avait du monde, le stade était loin d'être rempli comme l'année précédente, et sans enthousiasme ni combativité. Un certain nombre de syndicats et de commissions de moradores, soutenus par l'UDP et d'autres groupes d'extrême-gauche, ont appelé à un 1^{er} Mai de lutte au Terreiro do Paço, où se sont réunis plusieurs milliers de personnes. Mais si les travailleurs ne sont pas venus massivement aux fêtes de l'intersyndicale, la manifestation du Terreiro do Paço n'était pas comprise par de nombreux travailleurs, chez qui la volonté de l'unité à la base l'emporte sur toute autre considération. Ainsi, le 1^{er} Mai à Lisbonne a été avant tout la fête de la possible unité de la gauche, plus que celle de l'unité des travailleurs.

INTERNATIONAL

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Carter et Reagan mettent Ford en difficulté

Après le triomphe de Jimmy Carter aux élections de Pennsylvanie, son concurrent le plus sérieux, Humphrey, ancien vice-président de Johnson, a renoncé à poser sa candidature. La tactique d'Humphrey et de l'appareil du parti démocrate, qui consistait à soutenir de nombreux candidats contre Carter, ne s'avère pas payante. Ainsi, sauf coup de théâtre, Carter sera très probablement le candidat du parti démocrate. Du côté républicain, Reagan a remporté un important succès au Texas, où il a la totalité des voix des délégués à la convention. Ford se voit donc menacé à la fois par Carter et par Reagan. Les deux candidats qui montent ont en commun une utilisation bien américaine du spectacle et de la démagogie, et font campagne contre la bureaucratie, la centralisation et le gaspillage. Ford est lourdement handicapé par son appartenance à l'administration Nixon, son incompetence flagrante et surtout sa politique extérieure.

En effet, la politique de «détente» de Ford, marquée par des reculs devant le social-impérialisme est vivement critiquée par Reagan. Ces difficultés de Ford sont révélatrices des contradictions qui déchirent actuellement la bourgeoisie américaine au sujet de l'attitude à adopter face à l'autre superpuissance.

Italie

ÉLECTIONS ANTICIPÉES

VERS LE COMPROMIS HISTORIQUE ?

Après une série de manœuvres et de contre-manœuvres, le gouvernement italien dirigé par Aldo Moro est en fin de course et, comme prévu, la chambre des députés est dissoute : des élections anticipées devront avoir lieu, un an environ avant la date normalement prévue.

L'Italie est en crise. En crise économique : la lire est, de toutes les monnaies de la Communauté Economique Européenne, de loin la plus faible. Les dernières «négociations» entre les partis parlementaires, dont on savait par avance qu'elles ne déboucheraient pas, portaient toutes sur l'adoption d'un plan de redressement d'urgence.

Mais la crise touche aussi le système politique. Au centre des contradictions internes aux différents courants de la bourgeoisie, se trouvent aujourd'hui la dégénérescence avancée du parti qui gouverne depuis la libération : la démocratie chrétienne, et la question de la place qu'occupera à l'avenir le parti révisionniste dans le gouvernement.

Deux facteurs pèsent sur l'évolution de cette question : d'une part, les contradictions de classes internes ; d'autre

part, l'intervention des Etats Unis dans la politique intérieure italienne. En ce qui concerne le premier point, l'extension du chômage et de la hausse des prix, l'incapacité à résoudre le problème du développement du sud du pays, traditionnellement arriéré sur le plan économique, ont au fil des années fait perdre toute crédibilité à la Démocratie Chrétienne. Un système de gouvernement, nommé «malgoverno», où la corruption et le piston règnent à grande échelle, la D.C. ayant assis son pouvoir sur le clientélisme, de plus en plus rejeté par les masses populaires, pose à la bourgeoisie italienne, la question de l'alternative qui lui permettrait de maintenir sa dictature de classe.

Pour y répondre, un candidat au pouvoir se présente : le P.C.I., deuxième parti du pays, dont le nombre de voix aux élections approche cha-

que fois plus celui de la D.C. Parti révisionniste apparemment idéal pour la bourgeoisie italienne, proclamant ouvertement sa volonté de gouverner en collaboration avec elle (c'est le projet de «compromis historique» avec la démocratie chrétienne), présentant à l'approbation des plans de redressement parfaitement capitalistes.

Cependant, au bord de la décision, la bourgeoisie hésite : si le P.C.I. se présente sous les dehors de la collaboration la plus ouverte avec elle, sa force même pourrait le tenter d'avancer vers un projet de capitalisme d'Etat, supposant nécessairement l'élimination d'anciennes couches d'exploiteurs au profit de nouvelles. D'autre part, l'impérialisme américain, par la voix de Kissinger lui-même, ne cesse de réitérer son opposition à une participation révisionniste au gouvernement.

Aussi, entre les différents partis bourgeois, et à l'intérieur de chacun d'eux, les contradictions se développent sur cette question. Le parti socialiste, longtemps allié au pouvoir à la démocratie chrétienne, en vient à proposer un «front populaire» ; et, dans la D.C., le rejet ou l'acceptation du «compromis historique» proposé par le P.C.I. est l'objet d'affrontements qui ont abouti à une dualité de pouvoir entre le secrétaire général et le président du parti, Zaccagnini et Fanfani.

Que cette solution se mette ou non en place, le rejet du révisionnisme, sur la base d'une expérience accrue, est à l'ordre du jour pour la classe ouvrière italienne.

Houphouët Boigny à Paris :

UN FIDÈLE COLLABORATEUR

Houphouët Boigny, président de la Côte d'Ivoire, est attendu ce matin à Paris pour une visite officielle de quatre jours. Trois entretiens avec Giscard sont prévus, ainsi qu'une visite au siège du CNPF. Qui est Houphouët-Boigny ?

Pour comprendre qui est Houphouët-Boigny, ce «grand chef d'Etat africain» salué par la presse bourgeoise, il faut revenir en arrière. Planteur de café, médecin, il devient chef coutumier de canton (titre héréditaire dans sa famille). Notable aux multiples casquettes, il saura s'appuyer à la fois sur le prestige que lui donne sa position sociale et sa «culture occidentale». Fondateur du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), il commencera à participer au jeu parlementaire du Parlement français sans avancer de revendications d'autonomie ou d'indépendance.

Le RDA, associé au PCF, veut maintenir l'Union Française. Néanmoins le RDA constitue un cadre de lutte contre le colonialisme, et de ce fait, il est durement réprimé en 1949-50. Mais à la suite de

négociations avec le Ministre Mitterrand, Houphouët s'engage à étouffer les luttes pour l'indépendance dans le cadre de l'Union Française et à se séparer du PCF. En 1958, il jouera la carte de la communauté. La Côte d'Ivoire obtiendra son indépendance en 1960, sans que ses dirigeants l'aient jamais souhaité. Depuis, Houphouët-Boigny est resté le président d'une néo-colonie modèle. Fidèle serviteur de l'impérialisme français, il a su déjouer les nombreux complots de ses adversaires, réprimer les luttes des étudiants en 1969 et des paysans en 1970. Une de ses armes favorites est aussi la démagogie : nombreux voyages dans le pays, attribution de ministères à des jeunes, ministère de la condition féminine. Avec Houphouët, quand on parle de continuité, c'est dans le sens de la trahison des intérêts de son peuple !

Liban : combats

Hier, devait se tenir l'élection du nouveau président du Liban. Cette date a été fixée par le président de l'assemblée, après sa visite à Damas. Mais le front des partis progressistes a demandé le report de la date, ainsi que Eddé, candidat à la présidence, car ils considèrent que la date des élections a été choisie par la Syrie pour favoriser Sarkis, autre candidat qu'elle appuie. D'autres ont aussi contesté la date des élections. Vendredi, Chamoun, ministre de l'intérieur pro-américain a demandé le report des élections. La situation politique ainsi bloquée, les combats ont repris à Beyrouth, où des obus sont tombés pendant toute la nuit du samedi.

EN DIRECT DE L'ARGENTINE FASCISTE

Document des Coordinations Ouvrières

PREPARONS LA RESISTANCE !

Les coordinations ouvrières d'Argentine se sont constituées en marge de l'appareil syndical pourri de la CGT d'Argentine. Après le coup d'Etat, elles ont fait parvenir un texte dont nous publions ici la troisième et dernière partie.

Après avoir dénoncé le caractère fasciste du coup d'Etat militaire, la tentative qu'il représente pour faire payer la crise à la classe ouvrière et aux masses populaires d'Argentine, la trahison de la bureaucratie syndicale péroniste qui se refuse à organiser la résistance, les camarades des coordinations ouvrières tracent les perspectives du lutte.

Mais ils n'arriveront pas à leurs fins... La classe ouvrière s'opposera à ses plans et leur fera échec. Une nouvelle période s'ouvre, une période d'organisation et de résistance aux plans de la dictature. Les Coordinations de travailleurs en lutte, joueront le rôle de grande importance dans la lutte pour la défense des droits de la classe ouvrière et contre la politique du gouvernement. A Cordoba, Buenos

Aires, La Plata, Rosario, les Coordinations, passant par dessus les directions traitres, dirigeront la lutte contre Rodrigo, Lopez Rega, Mondelli et Isabel. Dans cette nouvelle période de lutte et de résistance, l'unité de la classe ouvrière et de tous les travailleurs doit être un drapeau derrière lequel tout le monde doit se ranger. Renforcer et développer les Coordinadoras sont une tâche urgente.

Il faut construire des Coordinations dans tous les secteurs.

Il faut jouer le rôle qu'ont délaissé les traitres et former, à partir des délégués, les syndicats dans la résistance !

Il faut organiser les Comités d'usine et de quartier pour la résistance à la dictature. Il faut récupérer des mains de bureaucrates le plus de syndicats possibles. Il faut organiser des cordons armés dans les usines et les quartiers pour l'auto-défense des travailleurs et riposter aux patrons et à leurs agents. S'organiser et s'unir de mille façons est une nécessité pour tous les ouvriers pour affronter, UNIS, de toutes les façons possibles, et NON ISOLÉS le Plan de la dictature. CONTRE la dictature militaire et ses plans anti-ouvriers. Contre les enlèvements,

les arrestations et les séquestrations.

Contre la législation répressive. A bas la peine de mort.

Hors des usines et des syndicats, les sales militaires.

Non aux interventions ! Liberté pour tous les camarades emprisonnés. Rétablissement de la loi sur les contrats de travail. Liberté totale de réunions, de syndicats, d'organisation, d'expression et d'association pour la classe ouvrière.

Pour le blocage des prix à compter du 1^{er} Mars 76 et pour une augmentation générale des salaires d'un million et minimum de 2 millions et demi. Renforçons les Coordinations. Résistance à la dictature. Formons des cordons armés dans les usines et les quartiers.

Coordination de travailleurs en lutte

SAHARA

Trois mille personnes viennent de signer une lettre ouverte au Président de la République Française.

Ce texte a largement circulé dans de nombreuses villes de province et a recueilli des signatures de toutes les régions de France, en particulier Rouen et sa région, Rennes, Bordeaux et les environs, Béziers, le Var, le Havre, Lille et ses environs, Mézières-Charleville, Colmar, Rambouillet, Angers, Grenoble et la Mure, Aix-en-Provence, pour ne citer que les groupes les plus importants. Nous continuons à recevoir des signatures à l'adresse suivante : Mademoiselle Donatienne Viaud - B.P. N° 2 75721 Paris Cedex 15

Monsieur le Président de la République, Depuis le 31 octobre 1975, le Peuple Sahraoui fait face à l'invasion des Forces Armées marocaines et mauritaniennes. La guerre devient chaque jour plus meurtrière.

A Oum Dreiga, camp de 25 000 personnes au centre du Wadi Dahat, (Rio del Oro), les bombardements ont fait 700 victimes. Le roi du Maroc a déchaîné son aviation contre ce camp pour le rayer de la carte, faire disparaître les 25 000 Sahraouis qui l'occupaient.

Depuis le début de l'invasion marocaine et mauritanienne, le 31 octobre dernier la population civile du Sahara est la cible des Forces Armées Royales marocaines, parce qu'elle refuse de reconnaître l'autorité du roi du Maroc sur son pays, parce qu'elle veut vivre libre dans un pays indépendant. Les tortures, les incarcérations sont innombrables.

Depuis le 29 janvier les camps dans lesquels s'était réfugiée la population sahraouie pour échapper à la tutelle et à la barbarie de l'armée marocaine sont bombardés au napalm, systématiquement. La population a dû entreprendre un second exode, pour échapper au massacre.

Cette tentative de faire disparaître tout un peuple parce qu'il refuse de se soumettre, ce génocide, reçoit l'assistance de votre gouvernement.

Après votre voyage au Maroc, Monsieur le Président, un accord de livraison d'armes appelé «plan Marrakech» a été signé en juin 1975, alors que le roi du Maroc préparait l'invasion du Sahara. Suite à cet accord, des avions livrent en permanence des armes à partir de la France aux troupes du roi marocain. Ces sont des bombes au napalm livrées par la France qui tuent les femmes, les enfants, les vieillards d'Oum Dreiga, de Guelta. Ce sont des chars prélevés sur les stocks de l'armée française et repeints aux couleurs marocaines qui sillonnent le désert sahraoui. Des accords prévoient la fourniture de 75 mirages F1, qui seront livrés au royaume marocain en priorité même sur l'armée française.

La responsabilité du gouvernement français est entière dans le massacre des Sahraouis. C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les livraisons d'armes.

Nous exigeons en outre que tous les traités par lesquels le gouvernement français apporte son soutien à l'invasion criminelle du Sahara Occidental par les Forces Armées Royales marocaines soient dénoncés.

Le peuple français ne permettra pas que de tels crimes soient accomplis en son nom.

FETE DE REBELLES

UN GRAND SUCCÈS POUR L'U.C.J.R.

La première fête de «Rebelles», le journal de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, a été un grand succès. Six mille personnes, en majorité des jeunes, y sont venues de toutes les régions de France, de Bordeaux, de Nantes, de Caen, de Bretagne... Et pendant plus d'un tour d'horloge, de six heures du soir à l'aube, la Cartoucherie de Vincennes s'est transformée en un vaste lieu d'échanges, de débat et de fête.

Un grand succès pour l'UCJR, à tous les points de vue. En organisant cette fête, elle proposait à des milliers de jeunes de prendre la parole, et ils l'ont prise, partout, sous tous les marabouts et les chapiteaux, au cours des forums et des films, devant les dizaines de stands et les expositions photos, les montages et autour de la scène centrale où passaient chanteurs et musiciens.

Parce que les jeunes veulent s'emparer de tout ce qui fait leur vie quotidienne, parce qu'ils en ont assez d'être traités comme des consommateurs passifs qu'on berne à chaque fois, ils ont répondu en masse à l'appel de l'organisation des jeunes communistes. Oui, la jeunesse a des choses à dire sur le chômage, l'armée, le «spectacle», la pollution, la sexualité, l'école ou la répression... L'isolement dans lequel la bourgeoisie veut maintenir les jeunes, eux veulent le briser, en apportant leur révolte et leur réflexion.

Au stand de «Rebelles», tendu de panneaux sur les foyers Sonacotra en lutte, l'avortement et la contraception, le sport, le socialisme, les luttes de la classe ouvrière... des centaines de jeunes qui ne

nous connaissent que par les affiches appelant à la fête sont venus pour savoir qui nous étions, poser des questions sur ce que faisait l'UCJR, sur son fonctionnement et ses buts. Beaucoup ont achevé son programme et ses statuts. Les jeunes qui lisent «Rebelles» depuis le début ont souligné les progrès réalisés avec le numéro 2 et proposé d'aborder tel ou tel thème. Au dos d'une affiche, un jeune a rédigé un article sur une lutte dans un foyer PTT...

Pour tous les camarades qui, à Paris ou en province avaient participé à la préparation de la fête, c'est un succès ! Parce qu'ils se sont attachés à organiser avec les jeunes les débats, parce qu'ils ont tout fait pour renverser les obstacles financiers aussi : leur

principe, c'était que tous ceux qui voulaient venir puissent le faire. La réussite de cette journée leur confirme dans les faits ce qu'ils affirmaient sur un de leurs panneaux : pour construire et développer l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, pour faire passer les jeunes de la révolte à la révolution, il faut «se placer à l'écoute des milliers de jeunes, écoutés par le capitalisme, s'appuyer sur l'enthousiasme et les initiatives des larges masses de la jeunesse».

Et quand, vers 11 H, le meeting central était annoncé, il était d'autant plus attendu de tous, que tous avaient pu discuter et proposer. Une puissante Internationale jaillit alors de milliers de poitrines. A la tribune, André Roustan, Président du PCRml, Jean-François Vitte, Secrétaire National de l'UCJR, un membre du Bureau Politique du PCRml.

«Cette fête montre l'intérêt grandissant qui existe dans la Jeunesse pour la perspective de la Révolution», déclarait André Roustan. «En tant que vétéran, ancien des Brigades Internationales, ancien résistant, je vous adresse tous mes encouragements. Aujourd'hui, avec la construction du



Parti Communiste Révolutionnaire, avec le développement des aspirations révolutionnaires dans notre peuple, la Révolution prolétarienne devient l'affaire de votre génération, de la vôtre sûrement, de la mienne certainement aussi ! Comme l'indique votre journal «Rebelles», «de la révolte à la Révolution !», venez rejoindre nombreux les bataillons de la Révolution».

L'intervention prononcée par J-F Vitte est écoutée avec attention. Lorsque, après avoir appelé la jeunesse à se mobiliser aux côtés de la classe ouvrière et du peuple pour abattre cette société pourrie, il montre la nécessité de construire l'UCJR en rejetant tous les marchands d'illusions, des ap-

LA JEUNESSE AUX CÔTÉS DES PEUPLES DU MONDE

«Si notre rassemblement se tient le 1^{er} mai, ce n'est évidemment pas par hasard : c'est que d'emblée nous situons notre combat aux côtés des peuples en lutte contre l'impérialisme, dans le cadre des batailles que mènent aujourd'hui la classe ouvrière et le peuple en France, contre le capitalisme, pour la révolution socialiste. C'est en ces termes que Jean-François Vitte commençait l'intervention centrale de l'UCJR. Aux côtés des peuples en lutte, des milliers de jeunes l'ont été concrètement dans la fête, en les rencontrant autour des stands d'organisations révolutionnaires de très nombreux pays de tous les continents, en voyant les films comme «l'heure de la libération a sonné», ou sur l'Erythrée, sur le Vietnam, en scandant avec enthousiasme, lors de l'intervention du représentant de la GUPS, «Palestine vaincra !»

plaudissements nourris de le consolider, de nouer éclatent, les jeunes scandent : «Une seule solution, la Révolution !» des liens plus denses dans la perspective des Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire. C'est ce à quoi les jeunes de l'UCJR s'attacheront.

Ce succès, il s'agit dans les semaines qui viennent

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE J.F. VITTE

L'heure est à la construction d'un vaste mouvement de la jeunesse.

Un mouvement révolutionnaire, parce que nous n'avons aucun espoir dans l'aménagement du capitalisme, dans son amélioration progressive, parce que nous n'avons aucune confiance dans ceux qui, de démocratie avancée en programme commun, reculent depuis tant d'années la perspective de changement et viennent d'abandonner les derniers lambeaux du marxisme derrière lesquels ils cachaient encore leur abandon de la révolution. (...)

Un mouvement uni à la classe ouvrière : d'emblée la jeunesse doit s'affirmer solidaire du combat des masses populaires. Elle doit, dans ses propres luttes, favoriser tout ce qui la rapproche des travailleurs, éliminer tout ce qui favorise sa coupure avec eux.

(...) Pour cela, il nous faut faire le ménage chez nous : il nous faut sérieusement tirer le bilan de ces années. De nombreux acquis positifs du mouvement ont été noyés dans des flots de confusion, où malgré des luttes de plusieurs mois parfois, nous avons trop souvent connu l'échec.

Un mouvement révolutionnaire, unique de la jeunesse ne se réalisera qu'à condition qu'il se sépare, comme cela commence à se faire, de tous ceux qui ont maintenu et entretenu cette confusion.

Nous devons nous séparer de tous ceux qui veulent emmener les jeunes dans des impasses électorales et bourgeoises qui leur sont étrangères.

Qu'a-t-elle fait, l'organisation à Catala, de concret contre le chômage et la campagne anti-jeunes ? Où était-elle quand on arrêtait nos camarades par dizaines dans les casernes ? Et où sont-ils aujourd'hui, sur le terrain, tous ces placeurs de cartes ?

Mais nous devons aussi nous séparer de ces faux révolutionnaires qui, n'ayant jamais fait la révolution nulle part, rabachent, en les falsifiant, quelques principes qu'ils connaissent mal, mais sont incapables de les faire fusionner avec la réalité.

Ceux-là, nous les connaissons, ce sont eux qui, dans les écoles, ne laissent pas les jeunes parler, qui encadrent les manifestations sans que personne ne leur ait rien demandé, trafiquent les résultats des coordinations et qui, quand ils sont pressés de questions sur leur sectarisme et les manipulations qu'ils mettent en œuvre, s'en tirent toujours en trouvant des calomnies à raconter sur Staline ou la Révolution Chinoise.

Ceux qui les ont suivis jusqu'à présent parce qu'il n'y avait rien d'autre, doivent dresser un bilan complet de leur action dans les dernières années, nous considérons qu'ils ont leur place avec nous, pour la Révolution.

DES CHANSONS POUR LA LUTTE

Sur la scène centrale, entourée de drapeaux rouges, se sont succédés sans interruption, les chanteurs et groupes invités. Assis à l'ombre des marronniers ou sous un chaud soleil les jeunes n'ont pas assisté en simples spectateurs. Avec Roger Siffer qui chantait l'Alsace, ils ont fait des farandoles ; ils ont écouté la Corse avec Pierre Dieghi, Gérard Gauche et Alain

Oudard ont chanté l'oppression quotidienne. Avec la musique entraîante de Chic Streetman, l'ambiance était excellente. Les chanteurs étrangers Akendengue, la chorale des Capverdiens et des Iraniens exaltèrent la lutte de leurs peuples, donnant à tous les jeunes plus d'enthousiasme encore pour soutenir leur combat. Gilles Servat leur fit partager la lutte des travailleurs de

Bretagne, comme à Fougères, la révolte des ouvriers et des paysans contre l'exploitation, leur marche vers la révolution, chacun reprenant les refrains en chœur. La danse commença avec Intercommunal Free Dance Music Orchestra. Imago, avec une grande maîtrise de la musique, présenta des chansons pleines d'humour, où partant de leur expérience, ils firent le bilan de toutes les impasses dans

lesquelles la bourgeoisie tente d'entraîner les jeunes, comme la drogue avec «Katmandou». Rock avec Soho...

En tous les points de la fête, de la musique aussi avec par exemple ce groupe de folklore qui anima en permanence la buvette restaurant, discutant avec les jeunes. Le théâtre aussi eut un vif succès et la salle était pleine lors de la pièce de la Goguette sur la Commune,

SI ON S'EST TROMPÉ, TANT MIEUX !

(REVUE FICTION DE LA PRESSE)

rouge

Samedi, quelques centaines de jeunes ont participé à la Mutualité à la fête du journal mao-stalinien «Rebelles». Comme on s'en doute, l'atmosphère était sinistre.

Correspondant

Libération

LES M.L. ET LA POP

Samedi soir à la Cartoucherie, on assistait à un curieux mélange des genres, comme si la Mutualité pique-niquait sur

les pelouses de Vincennes. C'était la «fête» du journal «Rebelles», proche du PCRml. La fête, n'exagérons pas, car si le programme musical était trayant, (Chic Street Man, Servat, Siffer, Imago), il a fallu subir l'attrait habituel des sectes : drapeaux rouges, Service d'Ordre voyant, discours chiants maison. Pas possible de tirer son joint sans remontrances, et gare aux marginaux un peu douteux. Aussi, la plupart des jeunes se demandaient ce qu'ils étaient venus faire là. On ne les y reprendra pas sans doute. A chacun sa façon de prendre son pied !

l'Humanité rouge

Un rassemblement de jeunes s'est tenu samedi en fin d'après-midi à Vincennes à l'initiative d'UJCR. Malgré l'importance relative de l'affluence, le caractère apolitique, petit bourgeois, voire dégénéré de cette fête, bien dans la tradition des réjouissances non prolétariennes des groupes trotskystes et social-démocrates était frappant. S'il est encore temps, rappelons aux dirigeants de cette union, qui se réclament pourtant du marxisme-léninisme, que seule l'idéologie prolétarienne peut conduire la jeunesse à la victoire, et construire une

unité, basée sur la défense de l'indépendance nationale et des justes revendications de la classe ouvrière.

Le Monde

Le premier mai s'est tenu à la Cartoucherie de Vincennes, la fête du journal «Rebelles», (proche du PCRml). Une assistance d'un millier de personnes (6 000 selon les organisateurs, 300 selon la préfecture de police), a pu entendre des chanteurs et participer à des débats.

Rappelons que de son côté, l'Humanité Rouge (proche du PCMLF clan-destin) anime également une organisation de jeunesse : la JCMLF.

LES LUTTES DU 1^{er} MAI

5 semaines de grève à Bourgogne-Electronique (Dijon)

UNE LUTTE RICHE D'ENSEIGNEMENTS (2)

Y. CHEVET

Au moment, où la mobilisation des travailleurs est massive contre la politique d'exploitation et de répression de la bourgeoisie, partout en France de multiples luttes se déroulent. Beaucoup parmi elles contiennent le nouveau, reflètent des aspirations révolutionnaires qui pourraient éclore plus largement dans le cadre du mouvement d'ensemble que tous sentent mûrir.

De Bourgogne Electronique à la SNIAS-Déols, de Montceau à Réhault, le but de cette enquête du Quotidien du Peuple à partir du 1^{er} mai est de les porter à la connaissance de nos lecteurs, qui pourront joindre leurs points de vue et leurs réactions à cette nouvelle série sur les luttes aujourd'hui.

suite du QdP du 30 avril

Une grève qui tisse une solidarité de classe nouvelle dans l'usine et sur Dijon

Grâce aux AG, aux commissions, aux réunions syndicales à portes ouvertes, pour la CFDT tout au moins, les ouvrières participent massivement à la lutte et pendant les 5 semaines... Comme le déclarent plusieurs ouvrières : «Maintenant, on connaît des gens dans l'usine. On a fait des connaissances» «Il y a des gens du même quartier qui maintenant sortent ensemble», tout un tissu de relations détruit par la société actuelle a pu commencer à se reconstituer et c'est ce qui a permis aux ouvriers de sentir leur force, de s'imposer tous les matins face au contre-piquet des cadres et quelques non-grévistes...

Cette solidarité s'est renforcée dans les actions communes : comme les collectes qui ont permis d'attaquer les idées fausses qu'avaient les grévistes eux-mêmes sur le soutien extérieur... et de construire une unité autour de BE, des ouvriers de Dijon, les cheminots en particulier (qui sont les ouvriers les plus nombreux sur Dijon) ont été impressionnés par la détermination des ouvrières lors du blocage du Mistral, lors de la 4^e semaine de grève...

A la foire, quand la délégation a réussi à s'introduire et à envahir l'estrade prévue par les officiels, s'installer à leur

La démocratie dans la lutte permet aux travailleurs de faire prévaloir leurs aspirations

La grève est organisée très tôt en Assemblée Générale quotidienne, un comité de grève composé uniquement de grévistes non délégués afin d'élargir la prise en main de la lutte, est constitué, il se réunira régulièrement avec le comité des délégués... un système de commissions dont celle de la cantine, la popularisation et l'animation... Puis, les tours de garde, les équipes de collectage sont un ensemble qui permet d'organiser largement les ouvriers. La cantine étant le lieu de ralliement et les AG quotidiennes le moment fort où l'on s'informe et où l'on prend les décisions.

Les gens du PC dans la CGT, tenteront sournoisement de discréditer le comité de grève en disant qu'il est composé de gauchistes, et détacheront du comité des syndiqués CGT particulièrement actifs et dynamiques. Le permanent de l'UD-CFDT essaiera maladroitement à critiquer le comité de grève en disant : «Que quand il y a un comité de grève, c'est que la section syndicale n'est pas assez démocratique», incapable de voir que dans l'usine, il y a pas que des CFDTistes, qu'il y a aussi des non syndiqués et que les travailleurs en lutte ne raisonnent pas en termes de boutique syndicale, mais en terme d'unité pour la lutte.

En fait, la plupart des attaques resteront souterraines, car la masse des travailleurs adhèrera à ces formes



syndicalistes révolutionnaires à la tête du conflit (Vieillard, secrétaire de la section CFDT, les éléments dynamiques de la CGT et de la CFDT et les camarades du PCR).

Après un premier tract, célébrant la mise en grève des cadres et annonçant la création d'une section UGICT..., le PC n'apparaîtra plus ouvertement dans le conflit. La section CGT consultée sur l'opportunité d'une intervention du PC sur la lutte se prononcera contre, et les travailleurs recrutés au PC, ne seront pas chauds pour suivre leur parti dans la recherche de la négociation à tout prix. Le PC se ridiculiserait aux yeux des éléments actifs quand, après avoir viré 2 éléments de LO de la CGT, ils viendraient voir la CFDT pour lui demander de virer les militants du PCR en disant qu'ils sont plus dangereux, parce que ce sont des gauchistes intelligents... La plaisanterie fera le tour de l'usine et contribuera à déconsidérer un peu plus ses auteurs.

Le PS essaiera de jouer de ses conseillers généraux, nouvellement élus, comme médiateurs, une fois la première semaine, la deuxième fois à la foire, mais sans grand succès, car la plupart des grévistes qui n'ont pas eu besoin d'eux pour débrayer, se rend bien compte, que c'est par la ténacité dans la lutte que la victoire est possible.

Une autre image des révolutionnaires

Les partis seront tenus en laisse et verront leur influence ouverte assez limitée, pour deux raisons, l'attitude des dirigeants de ces partis dans l'usine (un du PS se vantera de ne pouvoir être vidé de BE à cause de ses appuis PS à la DG-Thomson), et la menace de la direction de la grève et de Vieillard en particulier de porter le débat publiquement devant les travailleurs qui trancheront. Les grévistes, à la 5^e semaine, lors des 3^e négociations, sur 75F tout de suite et 200F jusqu'en décembre, n'oublieront pas, et le parti sera là pour le rappeler, que le lendemain des premières négociations, quand la direction n'avait lâché que 3%, elle disait dans l'usine et dans la CGT : «Maintenant, on aura plus rien, la direction a fait le maximum». Cela veut-il dire que les travailleurs ont perdu leurs idées fausses sur la programme commun, évidemment non, car cela dépend du travail politique propre des révolutionnaires... mais l'image qu'il veut tant se donner de parti d'avant garde, parti de la classe ouvrière sera entamée.

Au contraire, sans bien connaître la ligne du parti, ses buts, sa tactique, les travailleurs ont acquis une autre vision des révolutionnaires, beaucoup ont senti que de ce côté-là, se trouvait la possibilité de satisfaire leurs aspirations.

Une disponibilité par rapport au parti, à ses idées s'est créée.

Disponibilité qui n'exclut pas la lutte contre ces idées selon lesquelles la révolution c'est bien, mais c'est utopique, que ce n'est pas pour demain que le Français est trop individualiste...etc..

Face à la répression, un nouveau problème à résoudre

Le direction a décidé de réprimer de front, ouvertement, de balayer le noyau révolutionnaire dans l'usine, et tous les travailleurs qui ont eu une attitude conséquente dans le conflit... Ce déchainement de répression est une leçon en lui-même. C'est à la mesure de la peur de la direction, il est un signe que la bourgeoisie est prête à tout faire pour étouffer l'initiative autonome des masses, qu'elle la craint plus que tout parce qu'en germe, c'est l'aspiration au changement radical qui s'y développe. C'est la conscience que prend la classe ouvrière de sa force à chaque conflit de cette sorte.

Mardi à BE, certains travailleurs sur la liste des licenciements, s'interrogeaient sur la capacité de l'ensemble des ouvriers à s'opposer à ce nouveau coup de la direction. Après 5 semaines, vont-ils nous défendre et défendre à travers nous leur droit syndical. Quelle forme de lutte prendre pour tenir compte des 5 semaines de grève passées, pour empêcher que la lutte s'effrite... est-il possible de vaincre face à la répression ? La lutte contre les hésitations, le manque de confiance dans les travailleurs, le refus de les mobiliser, qui est le vieux fond sur lequel s'appuie le révisionnisme, était engagée sur la base d'acquis de cette grève : une unité plus forte, une haine plus grande de la direction, une vulnérabilité de la direction, la révolte des non-grévistes, la mobilisation de la classe ouvrière dijonnaise.

Dans cette situation favorable la victoire est possible pourvu que la leçon principale qui se dégage de cette lutte soit retenue. Mobiliser largement les travailleurs, remettre la direction de leurs affaires dans leurs mains et mener une lutte conséquente contre tous les points de vue défaitistes, hésitants, démobilisateurs que les partis de gauche et la bourgeoisie distillent dans les luttes pour les limiter et limiter les perspectives politiques qui peuvent s'en dégager, car sur la base de victoires de plus en plus grandes, d'une prise de conscience de plus en plus profonde, comment la lutte pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme véritable, ne deviendrait pas quelques chose de possible, la tâche qu'il faut effectuer pour notre génération.

FIN



place et prendre le micro prévu pour le discours officiel... Les ouvriers ont été surpris par leur propre succès qu'elles avaient mené, la résistance opposée à la police en restant sur place et en chantant les chansons de la grève.

Après deux semaines de black-out, le sabotage de la popularisation par les deux UD, comme l'ont montré les initiatives qu'elles ont organisées, la lutte a été appréciée par les autres ouvriers de Dijon. Aujourd'hui encore, les travailleurs en parlent en disant «à BE, pendant la grève, vous vous teniez les coudes». Toute une conscience, de sa force, de la solidarité dans la lutte se tissera ainsi progressivement, alimentant la mobilisation.

d'organisation qui leur permettent de dire leur mot. A tel point que vers la fin de la grève, les gens du PC dans la CGT n'oseront plus prendre la parole en AG de peur de se faire isoler, qu'ils seront contraints de suivre l'avis majoritaire contre leur propre avis. Le responsable du PC de la CGT, pour ne pas avoir à dire qu'il était pour la reprise essaya de s'en sortir dans le vote en s'ajoutant à ceux qui comptent les voix.

Les partis de gauche tenus en laisse

Les partis de gauche PC et PS, pourtant implantés dans la boîte seront contraints de manœuvrer en recul, à cause de la tactique employée par les

BLOC-NOTES

La déclaration des accidents du travail

La législation de la bourgeoisie a su faire une différence entre un accident «ordinaire» (accident de la route en vacances) et un accident survenu sur le trajet ou le lieu de travail. Dans le premier cas, il y a responsabilité civile et pénale de l'auteur de l'accident : pénalement, il peut être condamné à une amende, civilement il sera condamné à la réparation intégrale du préjudice subi par la victime. Dans le cas d'un accident du travail, la situation est renversée. Les patrons ont du concéder une réparation, mais se sont arrangés pour s'en tirer à bon compte. D'une part, ce n'est pas le patron qui paie la réparation, puisqu'il s'agit d'une rente versée par la Sécurité Sociale. D'autre part, la réparation n'est pas calculée en fonction du préjudice réel subi, mais à partir d'un barème forfaitaire. Les modes de calcul ne sont compréhensibles que pour les initiés et à condition d'avoir beaucoup de patience...

En cas de faute inexcusable du patron, c'est au travailleur que la loi impose l'obligation de prouver l'existence de la faute ! S'il y parvient, et ça nécessite de longues procédures, il obtiendra une majoration de sa rente. Mais cette majoration ne couvrira jamais la totalité

travail ou sur le trajet doit être déclaré par l'employeur à la sécurité sociale. En cas de refus, le travailleur a le droit de demander un formulaire à la caisse de sécurité sociale et de déclarer lui-même l'accident. Le travailleur doit se faire remettre trois volets de sécurité sociale, qui lui per-

à la fin des soins, (il ne sert qu'à empêcher de fausses déclarations sur les deux autres).

Il doit ensuite se rendre chez le médecin de son choix, et non celui conseillé par le patron, pour se faire établir un certificat initial, mentionnant l'arrêt de travail.

En cours de maladie, le médecin fera des certificats de prolongation et les soins et les visites de médecin seront gratuits tant que le certificat terminal n'a pas été rempli. Pour le certificat final, il faut obtenir du médecin qu'il marque en bas du certificat blessure «consolidée» et non «guéris», ce qui permettra en cas de rechute d'avoir les soins gratuits et les indemnités.

Même s'il s'agit par exemple d'une petite coupure, il faut toujours que chaque accident soit examiné et enregistré avec un numéro sur le registre de l'infirmerie, au besoin avec le nom des témoins s'il y en a. Ainsi, il sera plus facile d'obtenir les soins gratuits en cas de complication d'une blessure qui pouvait paraître bénigne.

Quels sont les soins en cas d'accidents même pour ceux qui paraissent bénins ? Nous l'aborderons dans notre prochain bloc-note.

Docteur QdP et Yves BEAUMONT



Quand quelqu'un se blesse dans un atelier, la réaction du contremaître est de minimiser l'accident et de décourager le travailleur qui veut le déclarer. Pourquoi cette politique ? C'est que le patron paie une cotisation qui varie en fonction du nombre des accidents. C'est aussi qu'il essaie d'éviter que le travailleur n'arrête la production.

du préjudice. De plus elle sera fonction de la gravité de la faute et non de la gravité du préjudice, gravité de la faute et non de la gravité du préjudice.

QUE FAIRE EN CAS D'ACCIDENT ?

Tout accident même bénin survenant sur les lieux de

mettront d'obtenir la gratuité des soins et des médicaments.

Le premier volet est destiné au médecin, qui sera payé directement par la sécurité sociale, le deuxième au pharmacien, qui sera payé de la même façon. Le travailleur doit conserver le dernier pour l'envoyer à la sécurité sociale

PROGRAMME T.V.

LUNDI 3 MAI

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc
	20 h 00 - Journal
18 h 15 - A la bonne heure	20 h 30 - La tête et les jambes
18 h 45 - Pour les jeunes	21 h 50 - Alain Decaux raconte
19 h 20 - Actualités régionales	La Galigai
19 h 40 - Une minute pour les femmes	22 h 50 - Journal
19 h 45 - Alors, raconte	
20 h 00 - Journal	
20 h 30 - L'inquiétante dame	FR 3
• en noir	18 h 45 - Pour les jeunes
22 h 20 - Les lieux de Marguerite Duras	19 h 05 - Programmes régionaux
1 ^{re} partie	19 h 20 - Actualités régionales
23 h 05 - Journal	19 h 40 - Tribune libre
A 2	19 h 55 - Flash journal
18 h 30 - Journal	20 h 00 - Les jeux de vingt heures
18 h 40 - Le palmarès des enfants	20 h 30 - Prestige du cinéma
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	•• Un homme de trop
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 20 - Journal

• Ce film américain, tourné en 1961 par Richard Quine, n'est pas, malgré son titre, destiné à faire frémir mais à faire sourire. Dans cette «comédie policière, l'intrigue, de rebondissement en rebondissement, fournit le prétexte à des numéros d'acteurs : Kim Novak, Jack Lemmon et secondairement Fred Astaire.

le «débutant» Costa-Gavras. Réalisé d'après un roman de Jean-Pierre Chabrol, qui s'est inspiré d'un fait authentique, le sujet traite de la Résistance dans les Cévennes en 1943. Des maquisards attaquent la prison de Sarlande pour délivrer 12 résistants. L'expédition est couronnée de succès, mais un 13^e prisonnier interprété par Michel Piccoli a été libéré. Qui est cet «homme de trop ?» Que faire de lui ?

••Après «compartiment tueurs» (1965), rediffusé par FR 3, le lundi 5 avril, «Un homme de trop» (1966) a contribué à faire connaître

Il est important que tous ceux qui ont participé à la Résistance donnent leur point de vue sur ce film.

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les rangers gouvernementaux occupent Hon Dat. L'un d'eux s'attarde dans l'auberge de Madame Ba Ou : celle-ci est en effet originaire du même village que lui.

17^e épisode
«J'AI ÉTÉ IDIOT»

— Que faisiez-vous quand vous étiez encore au village ? s'enquit-elle.

— Je cultivais le riz. Je faisais la pêche aussi, pendant les mois de crue.

— Depuis quand vous êtes-vous soldat ?

— Deux ans.

La gargotière toucha doucement la manche du caporal.

— Attendez un petit moment, que je vous grille une seiche pour accompagner l'alcool. (...)

— Pourquoi n'êtes-vous pas resté chez vous à labourer la terre ? Ce serait toujours moins dur que cette vie de soldat.

Le caporal posa son verre et se gratta la tête. Il finit par lâcher :

— J'ai été idiot. Parfaitement idiot. Et je ne suis pas le seul.

— Il y en a d'autres de chez vous, ici ?

— Nous sommes quatre ou cinq. Ils ne sont pas de Mac Can Dung, mais des environs : Vinh Hanh, Nang Gu...

— Je vous demande pardon, mais j'ai oublié de vous demander votre rang dans la famille.

— Je m'appelle Co, Madame, et je suis le neuvième.

Madame Ba Ou hocha la tête. Puis, d'une voix apeurée :

— Ce matin, dit-elle, il y a eu un accrochage violent du côté de la grotte. Quelle fusillade !

— Oui, les rangers sont en train d'attaquer, mais tous leurs assauts ont été repoussés. Ils doivent être nombreux, là-dedans, pour opposer une telle résistance. Nous avons déjà près de vingt morts.

— On a réquisitionné tous les hamacs.

— C'est pour transporter les blessés.

L'homme prit son verre, se pencha en avant et, abaissant la voix :

— Dites-moi, chère Madame, savez-vous combien ils sont là-dedans ?

— Comment puis-je le savoir, cher Monsieur ?

Le caporal mit son verre sur le lit de camp en disant tristement :

— Qui le saurait, si ce n'est vous ? Si vous me renseignez, cela me permettra de prendre mes précautions. Ce sera notre tour bientôt, on n'y coupera pas ! C'est à désespérer de tout. Ils ont l'air de jouer le tout pour le tout, ces messieurs de la grotte.

Madame Ba Ou donna une petite tape sur son genou :

— Comment peut-il en être autrement ? Supposons qu'on vous mette le couteau sur la gorge. Que feriez-vous si vous ne voulez pas mourir ? Vous devriez, ou arracher le couteau à votre ennemi, ou lui tordre le cou, car si vous restez immobile, c'en est fait de vous, pas vrai ? Eh bien, c'est le cas de ceux qui sont là-bas.

— Oui ! Même un ver de terre, il réagit quand on le piétine.

Il reprit après un long moment :

— Franchement, ça ne me dit rien de me mesurer à eux. Tout ce que je veux, c'est rentrer chez moi, labourer la terre, pêcher des anguilles ou du poisson. Vous connaissez le canal Hoi Dong, n'est-ce pas ? Eh bien ! Ma femme est là et gagne le riz de nos enfants en tissant des sacs de jonc, la pauvre !

— Voilà ! Voilà ! s'écria madame Ba Ou. C'est toujours la femme qui écope ! Je vous admire d'avoir le cœur de vous séparer de votre famille, un cœur inflexible !

— O ciel ! N'ajoutez plus un mot, chère Madame. Je souffre mille morts, voyez-vous, s'écria-t-il en tirant sur le col de sa veste.

La caporal se leva et se dirigea lourdement vers une colonne, s'y appuya et regarda du côté du Mékong. Les rizières étalaient devant ses yeux leur couleur brun clair jusqu'à l'horizon. Le mont Ba Thé se montrait au loin avec sa haute cime, et sa vue l'affligeait atrocement. Il resta là un long moment, puis revint lentement à l'intérieur, mit son fusil Mas à la bretelle et sortit les quelques piastres qu'il avait en poche.

— Combien je vous dois, Madame ?

Madame Ba Ou secoua la tête :

— Mais rien du tout. Pas la peine d'en parler pour si peu.

L'homme balbutia.

— Non ! Non ! Je ne peux pas abuser.

— Ecoutez mon bon monsieur, vous êtes comme qui dirait un «pays» à moi, alors...

— Merci, alors ma bonne dame. Eh bien ! Bonsoir.

(à suivre)

